

flexibilité > initiative > expérience > meilleur de sa catégorie > fiabilité > conciliation > rapidité > réactivité > confiance > rentabilité
> souplesse > avant-gardisme > concentration > expertise > détermination > de pointe > présence mondiale > bien établi > méthode > intégration
> confiance > force > approche simplifiée en affaires > chef de file > respect > esprit créatif > responsabilité > innovation > capacité d'adaptation
> dévouement > passion > intégrité > engagement > solidité > efficacité > fiabilité > constructivité > dévouement > orientation solutions > réaliste
> perfectionnement > polyvalence > agilité > qualité supérieure > réputation > orientation-services > résilience > flexibilité > initiative > expérience
> meilleur de sa catégorie > fiabilité > conciliation > rapidité > réactivité > confiance > rentabilité > souplesse > avant-gardisme > concentration
> expertise > détermination > de pointe > présence mondiale > bien établi > méthode > intégration > confiance > force > approche simplifiée
en affaires > chef de file > respect > esprit créatif > responsabilité > innovation > capacité d'adaptation > dévouement > passion > intégrité >
engagement > solidité > efficacité > fiabilité > constructivité > dévouement > orientation solutions > réaliste > perfectionnement > polyvalence
> agilité > qualité supérieure > réputation > orientation-services > résilience > expertise > détermination > de pointe > présence mondiale >
flexibilité > constructivité > **PASSION** > avant-gardisme > rapidité > réactivité > concentration > expertise > détermination > de
pointe > présence mondiale > bien établi > méthode > intégration > confiance > force > approche simplifiée en affaires > chef de file > respect
affaires > chef de file > conciliation > esprit créatif > **INNOVATION** > dévouement > passion > intégrité > engagement > solidité
> efficacité > fiabilité > constructivité > dévouement > orientation solutions > réaliste > perfectionnement > polyvalence > approche simplifiée
en affaires > meilleur de sa catégorie > fiabilité > conciliation > rapidité > **CONCENTRATION** > concentration > expertise >



Rapport du troisième trimestre 2015

RAPPORT FINANCIER
pour le trimestre clos le 31 décembre 2014

perfectionnement > polyvalence > réactivité > qualité supérieure > dévouement > **CONFIANCE** > concentration > expertise >
détermination > de pointe > présence mondiale > bien établi > méthode > intégration > confiance > force > approche simplifiée en affaires >
confiance > respect > esprit créatif > innovation > **PRÉSENCE MONDIALE** > engagement > solidité > efficacité > fiabilité
> constructivité > dévouement > orientation solutions > réaliste > perfectionnement > polyvalence > agilité > qualité supérieure > réputation >
dévouement > réputation > **INTÉGRATION** > efficacité > fiabilité > constructivité > dévouement > orientation solutions > réaliste
> flexibilité > initiative > expérience > meilleur de sa catégorie > fiabilité > conciliation > rapidité > réactivité > confiance > rentabilité
> souplesse > avant-gardisme > concentration > expertise > détermination > de pointe > présence mondiale > bien établi > méthode > intégration
> confiance > force > approche simplifiée en affaires > chef de file > respect > esprit créatif > responsabilité > innovation > capacité d'adaptation
> dévouement > passion > intégrité > engagement > solidité > efficacité > fiabilité > constructivité > dévouement > orientation solutions > réaliste
> perfectionnement > polyvalence > agilité > qualité supérieure > réputation > orientation-services > résilience > flexibilité > initiative > expérience
> meilleur de sa catégorie > fiabilité > conciliation > rapidité > réactivité > confiance > rentabilité > souplesse > avant-gardisme > concentration
> expertise > détermination > de pointe > présence mondiale > bien établi > méthode > intégration > confiance > force > approche simplifiée
en affaires > chef de file > respect > esprit créatif > responsabilité > innovation > capacité d'adaptation > dévouement > passion > intégrité >
engagement > solidité > efficacité > fiabilité > constructivité > dévouement > orientation solutions > réaliste > perfectionnement > polyvalence
> agilité > qualité supérieure > réputation > orientation-services > résilience > expertise > détermination > de pointe > présence mondiale >

Rapport aux actionnaires

Rapport de gestion

1	1. Points saillants
2	2. Introduction
4	3. À propos de CAE
11	4. Variations du change
12	5. Mesures hors PCGR et autres mesures financières
15	6. Résultats consolidés
19	7. Résultats par secteur
26	8. Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés
27	9. Situation financière consolidée
28	10. Événement postérieur à la date de clôture
29	11. Modifications de méthodes comptables
29	12. Contrôles et procédures
30	13. Principales informations financières trimestrielles
31	États financiers consolidés intermédiaires
31	État consolidé de la situation financière
32	État consolidé du résultat net
33	État consolidé du résultat global
34	États consolidés des variations en capitaux propres
35	Tableau consolidé des flux de trésorerie
36	Notes annexes
36	Note 1 – Nature des activités et principales méthodes comptables
37	Note 2 – Modifications de méthodes comptables
38	Note 3 – Actifs nets détenus en vue de la vente et activités abandonnées
38	Note 4 – Créances clients
39	Note 5 – Facilités d'emprunt et charges financières – montant net
40	Note 6 – Aide gouvernementale
40	Note 7 – Résultat par action et dividendes
41	Note 8 – Rémunération du personnel
41	Note 9 – Autres profits – montant net
41	Note 10 – Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie et le résultat
42	Note 11 – Éventualités
42	Note 12 – Juste valeur des instruments financiers
45	Note 13 – Secteurs opérationnels et secteurs géographiques
48	Note 14 – Transactions avec les parties liées
49	Note 15 – Événement postérieur à la date de clôture

Rapport aux actionnaires

CAE publie aujourd'hui les résultats financiers de son troisième trimestre clos le 31 décembre 2014. Le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres se situe à 52,1 millions \$ (0,20 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 45,5 millions \$ (0,17 \$ par action) au troisième trimestre l'an dernier. Les produits des activités ordinaires se chiffrent à 559,1 millions \$ ce trimestre, comparativement à 503,9 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent. Les données financières sont exprimées en dollars canadiens.

« CAE a enregistré une croissance de ses résultats dans les deux chiffres au troisième trimestre, avec de bons flux de trésorerie disponibles* et de bonnes prises de commandes », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Dans le secteur Civil, nous avons connu une forte demande au niveau des simulateurs et les compagnies aériennes ont continué d'impartir leur formation à CAE en tant que Partenaire de choix. Du côté de la Défense, nous avons reçu une série de commandes sur des programmes nouveaux et existants, ce qui démontre la diversité de nos plateformes et notre envergure mondiale. Et, dans le secteur Santé, nous avons continué à connaître du succès en pénétrant les marchés mondiaux avec des commandes qui incluent notamment un important contrat en Asie centrale. Dans l'ensemble, les résultats du troisième trimestre renforcent notre prévision d'un deuxième semestre plus solide. »

Simulation et formation – Civil (Civil)

Les produits des activités ordinaires du secteur Civil ont atteint 322,1 millions \$ au troisième trimestre, en hausse de 14 % comparativement à 282,1 millions \$ l'an dernier. Le résultat opérationnel* du troisième trimestre est de 53,8 millions \$ (16,7 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 19 % comparativement à 45,2 millions \$ (16,0 % des produits des activités ordinaires) l'an dernier.

Nous avons signé des contrats pour des solutions dans le secteur Civil d'une valeur prévue de 451,5 millions \$, y compris la vente de 18 simulateurs de vol, et des contrats portant sur des services de formation dont le renouvellement d'une entente d'impartition avec le transporteur traditionnel Iberia, et un accord à long terme avec Turkish Airlines. Nous avons conclu un nouvel accord de coentreprise avec China Eastern Airlines, impliquant la vente de 50 % de la part de CAE dans son école de pilotage à Melbourne, en Australie. De plus, le transporteur impartira la formation de plus de 650 de ses élèves-pilotes à la coentreprise au cours des cinq prochaines années. Nous avons également signé un nouvel accord de services de formation avec Ryanair pour le recrutement, la sélection et la formation à la qualification de type de nouveaux élèves-pilotes et commandants d'expérience. Le taux d'utilisation des simulateurs* dans nos centres de formation se situe à 68 % ce trimestre, et nous avons enregistré 31 ventes de FFS au cours des neuf premiers mois de l'exercice. Le ratio valeur comptable des commandes/ventes* du secteur Civil pour ce trimestre s'est établi à 1,40 et à 1,17 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes* du secteur Civil se chiffre à 2,6 milliards \$ ce trimestre, y compris notre part dans les coentreprises.

Défense et sécurité (Défense)

Les produits des activités ordinaires du secteur Défense se sont établis à 215,7 millions \$, en hausse de 7 %, comparativement à 201,8 millions \$ l'an dernier. Le résultat opérationnel s'est établi à 28,6 millions \$ (13,3 % des produits des activités ordinaires), en baisse de 8 % comparativement à 31,0 millions \$ (15,4 % des produits des activités ordinaires) l'an dernier.

Au cours du trimestre, nous avons signé des contrats portant sur la mise à niveau des simulateurs d'hélicoptères SH-2G Super Seasprite avec la Nouvelle-Zélande et Merlin pour la Marine royale britannique, ainsi qu'une commande pour la mise à niveau d'un dispositif d'entraînement sur aéronef télépiloté Predator pour un client dont l'identité demeure confidentielle. Nous avons reçu de nouvelles commandes pour un simulateur d'avion de transport C295 pour la Force aérienne polonaise, un simulateur d'hélicoptère UH72 Lakota pour l'armée américaine, et un dispositif d'entraînement aux systèmes d'armes KC-130J pour l'U.S. Marine Corps. Nous avons également reçu des contrats de services de formation de la part de notre coentreprise Rotorsim, de l'école d'aviation de l'armée allemande, et un contrat pour l'analyse des besoins en formation de l'école technique franco-allemande pour l'hélicoptère Tigre. Au total, nous avons reçu 200,6 millions \$ en commandes liées au secteur Défense ce trimestre, ce qui représente un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 0,93. Pour les douze derniers mois, il était de 0,83. Le carnet de commandes du secteur Défense se chiffre à 2,4 milliards \$ ce trimestre, y compris les coentreprises et les commandes non financées.

Santé

Les produits des activités ordinaires du secteur Santé se chiffrent à 21,3 millions \$ ce trimestre, comparativement à 20,0 millions \$ au troisième trimestre l'an dernier. Le résultat opérationnel est de 0,5 million \$, comparativement à 0,2 million \$ l'an dernier.

Nous avons signé de nouveaux accords de vente et de distribution ce trimestre, partout dans le monde. Nous avons conclu des accords avec de nouveaux distributeurs pour nos produits en Europe et en Asie, et nous avons vendu une série de simulateurs de patients, d'interventions et d'échographie à des hôpitaux publics en Chine. Nous avons enregistré notre plus importante commande jusqu'à présent, soit la vente d'une solution de formation clé en main d'environ 11 millions \$ en Asie centrale, y compris un large éventail de simulateurs CAE et de solutions audiovisuelles, ainsi que des services de formation et de soutien. En Amérique du Nord, nous avons vendu des simulateurs à un centre de formation de l'U.S. Air Force et à une université canadienne.

Autres points saillants financiers

Pour ce trimestre, les impôts sur le résultat se sont chiffrés à 13,1 millions \$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 20 %, comparativement à 19 % l'an dernier. Le taux plus élevé de cette année est principalement attribuable à une variation dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

Les flux de trésorerie disponibles des activités poursuivies se situent à 70,0 millions \$ au troisième trimestre. L'augmentation par rapport au dernier trimestre et à l'an dernier découle principalement des variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie*, et de la hausse des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies.

Les dépenses d'investissement en immobilisations* totalisent 28,0 millions \$ ce trimestre. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance représentent 78 % du total et les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance représentent le reste.

La dette nette* se chiffre à 971,7 millions \$ au 31 décembre 2014, comparativement à 998,5 millions \$ au 30 septembre 2014, ce qui diminue notre ratio de la dette nette sur le capital* à 38,3 %.

CAE versera un dividende de 0,07 \$ par action le 31 mars 2015 aux actionnaires qui seront inscrits au registre le 13 mars 2015.

*Ce rapport inclut des mesures hors PCGR et autres mesures financières. Pour plus de renseignements et un rapprochement détaillé de ces mesures, veuillez vous référer au point 5 du rapport de gestion de CAE.

Rapport de gestion

pour le trimestre clos le 31 décembre 2014

1. POINTS SAILLANTS

DONNÉES FINANCIÈRES

TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2015

Produits des activités ordinaires poursuivies en hausse par rapport au trimestre précédent et au troisième trimestre de l'exercice 2014

- Les produits des activités ordinaires poursuivies consolidés se sont établis à 559,1 millions \$ ce trimestre, en hausse de 29,7 millions \$, soit 6 %, par rapport au trimestre précédent et de 55,2 millions \$, soit 11 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2014;
- Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015, les produits des activités ordinaires poursuivies consolidés se sont établis à 1 614,7 millions \$, en hausse de 112,5 millions \$, soit 7 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société en hausse par rapport au trimestre précédent et au troisième trimestre de l'exercice 2014

- Le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 52,1 millions \$ (soit 0,20 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 42,0 millions \$ (soit 0,16 \$ par action) au trimestre précédent, ce qui représente une augmentation de 10,1 millions \$, soit 24 %, et comparativement à 45,5 millions \$ (soit 0,17 \$ par action) au troisième trimestre de l'exercice 2014, ce qui représente une hausse de 6,6 millions \$, soit 15 %;
- Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015, le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 137,9 millions \$ (soit 0,52 \$ par action) comparativement à 128,4 millions \$ (soit 0,49 \$ par action) pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une hausse de 9,5 millions \$, soit 7 %;
- Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société tient compte d'un résultat des activités abandonnées correspondant à un bénéfice de 0,9 million \$ (soit néant par action) ce trimestre, comparativement à un résultat des activités abandonnées correspondant à un bénéfice de 0,9 million \$ (soit néant par action) au trimestre précédent et de 0,6 million \$ (soit 0,01 \$ par action) au troisième trimestre de l'exercice 2014. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015, le résultat des activités abandonnées a été une perte de 0,2 million \$ (soit néant par action), comparativement à un résultat des activités abandonnées correspondant à un bénéfice de 1,6 million \$ (soit 0,02 \$ par action) pour la même période de l'exercice précédent.

Flux de trésorerie disponibles¹ liés aux activités poursuivies positifs de 70,0 millions \$ ce trimestre

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies se sont élevés à 91,5 millions \$ ce trimestre, comparativement à 13,7 millions \$ au trimestre précédent et à 17,7 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance¹ et les dépenses liées aux autres actifs se sont élevées à 9,9 millions \$ ce trimestre, à 20,7 millions \$ au trimestre précédent et à 20,0 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dividendes en trésorerie versés ont totalisé 12,0 millions \$ ce trimestre, 11,8 millions \$ au trimestre précédent et 10,6 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Capital utilisé¹ en hausse de 35,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent

- Le fonds de roulement hors trésorerie¹ a augmenté de 8,0 millions \$ pour s'établir à 255,3 millions \$ à la fin du trimestre;
- Les actifs après déduction des passifs détenus en vue de la vente ont augmenté de 1,9 million \$;
- Les immobilisations corporelles ont augmenté de 15,8 millions \$;
- Les autres actifs non courants et les autres passifs non courants ont respectivement progressé de 28,0 millions \$ et de 17,9 millions \$;
- La dette nette¹ s'établissait à 971,7 millions \$ à la fin du trimestre, contre 998,5 millions \$ à la fin du trimestre précédent.

COMMANDES¹

- Le ratio valeur comptable des commandes/ventes¹ pour le trimestre s'est établi à 1,20 (ratio de 1,40 pour le secteur Simulation et formation – Civil, de 0,93 pour le secteur Défense et sécurité et de 1,00 pour le secteur Santé). Pour les 12 derniers mois, le ratio était de 1,03 (ratio de 1,17 pour le secteur Simulation et formation – Civil, de 0,83 pour le secteur Défense et sécurité et de 1,00 pour le secteur Santé);
- Les prises de commandes se sont chiffrées à 673,4 millions \$, contre 489,2 millions \$ pour le trimestre précédent et 589,5 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2014;
- Le carnet de commandes total¹, qui comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des contreparties et les commandes non financées, s'établissait à 4 968,0 millions \$ au 31 décembre 2014.

¹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5)

Simulation et formation – Civil

- Le secteur Simulation et formation – Civil a signé des contrats d'une valeur prévue de 451,5 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 18 simulateurs de vol (FFS).

Défense et sécurité

- Le secteur Défense et sécurité a reçu de nouvelles commandes d'une valeur de 200,6 millions \$.

Santé

- Le secteur Santé a conclu des contrats évalués à 21,3 millions \$.

AUTRES

- Durant le premier trimestre de l'exercice 2015, nous avons modifié nos secteurs opérationnels, et l'ancien secteur Nouveaux marchés principaux est devenu le secteur Santé suite à notre décision de vendre notre entreprise du secteur minier. En conséquence, la présentation des informations sur les secteurs opérationnels a été retraitée aux fins de conformité avec les nouveaux secteurs opérationnels, comme l'explique la section *Modifications de méthodes comptables* et la note annexe 13 à nos états financiers consolidés intermédiaires. Un complément d'information sur la vente de notre entreprise du secteur minier se trouve sous *Résultat des activités abandonnées* et à la note annexe 3 à nos états financiers consolidés intermédiaires.
- Durant le trimestre, nous avons conclu une entente de coentreprise avec Shanghai Eastern Flight Training Co., Ltd (SEFTC), filiale en propriété exclusive de China Eastern Airlines, impliquant la vente de 50 % de notre école de pilotage à Melbourne en Australie;
- En janvier 2015, nous avons signé un accord portant sur l'acquisition de la division Formation à l'aviation militaire de Bombardier pour une valeur d'environ 19,8 millions \$. Cette transaction, qui est assujettie aux conditions de clôture habituelles et à l'approbation des autorités de réglementation, devrait se conclure au cours de l'année civile 2015.

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous, notre, nos, CAE et la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication contraire :

- *Cet exercice et 2015* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2015;
- *Le dernier exercice, l'exercice précédent et l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2014;
- Les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 6 février 2015 et présente l'analyse par notre direction de nos résultats (le rapport de gestion) ainsi que les états financiers consolidés non audités et les notes qui les complètent pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2014. Nous l'avons rédigé pour vous aider à mieux comprendre nos activités, notre performance et notre situation financière au cours du troisième trimestre de 2015. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS). Tous les tableaux présentés dans le présent rapport de gestion sont fondés sur des chiffres non audités.

Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous reporter à nos états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 31 décembre 2014 et à nos états financiers consolidés annuels, que vous trouverez dans notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2014. Le rapport de gestion figurant dans notre rapport annuel 2014 vise à vous fournir un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction. Il présente un complément d'information sur divers aspects de l'entreprise dont :

- Notre vision;
- Notre stratégie et notre proposition de valeur;
- Nos activités;
- Variations du change;
- Mesures hors PCGR et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Résultats par secteur;
- Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés;
- Situation financière consolidée;
- Regroupements d'entreprises;
- Risques et incertitudes liés à notre activité;
- Transactions avec des parties liées;
- Modifications de méthodes comptables;
- Contrôles et procédures;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'EDGAR, www.sec.gov.

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimés importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions, ou;
- S'il est fort probable qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour prendre une décision d'investissement.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, nos obligations financières et nos ventes futures. Les énoncés prospectifs contiennent normalement des verbes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à*, *prévoir*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *devoir*, *stratégie*, *futur* et des formulations analogues. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts.

Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment des risques liés à l'industrie, comme la concurrence, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, les programmes militaires financés par l'État, les contraintes du secteur de l'aviation civile, les règles des organismes de réglementation et le respect de ces règles; des risques propres à CAE, comme l'évolution des produits, les activités de R-D, les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, l'approvisionnement et le rapport de force des constructeurs d'équipement d'origine (OEM), les garanties et autres réclamations sur des produits, l'intégration des produits, la protection des droits de propriété intellectuelle, la perte de personnel clé, la responsabilité environnementale, les actions en responsabilité consécutives à des dommages, l'intégration des entreprises acquises, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, la durée du cycle de vente et notre dépendance envers la technologie; de même que des risques liés au marché, comme les écarts de change, la disponibilité du capital, la capitalisation des régimes de retraite, le fait de faire des affaires à l'étranger et les lois fiscales. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du présent rapport. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes influant sur notre activité vous sont fournies dans notre rapport annuel de 2014. Nous avisons le lecteur que la liste susmentionnée n'est pas exhaustive. Nous sommes soumis à d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons comme négligeables à l'heure actuelle, mais qui pourraient entraver nos activités.

Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport sont expressément visés par cette mise en garde.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE offre les solutions de formation intégrées les plus complètes du secteur, appuyées par des technologies de simulation et des services intégrés de formation de calibre mondial. Nous visons à être le partenaire de choix de nos clients, et nous adoptons une approche à long terme en matière des relations clients. Nous offrons à nos clients du secteur de l'aviation civile, du secteur de la défense et de la sécurité ainsi que du secteur des soins de santé une gamme complète de produits, de services et de centres de formation résolument innovateurs conçus pour les aider à satisfaire aux besoins essentiels de leur mission en matière de sécurité, d'efficacité et de préparation. Notre présence internationale, la plus importante de notre secteur, nous permet de satisfaire localement nos clients, grâce à 8 000 employés dans plus de 160 installations et centres de formation répartis dans 35 pays, y compris les activités que nous exerçons en coentreprise. Durant l'exercice 2014, nos produits des activités ordinaires annuels se sont établis à 2,0 milliards \$, desquels 90 % provenaient d'exportations mondiales et d'activités internationales. Nous disposons du plus important parc de simulateurs de vol civils et militaires, soutenu par un éventail de services après-vente. Notre réseau de services de formation est le plus important au monde, et nous offrons des services de formation en aviation civile et militaire dans 67 établissements partout dans le monde, à partir desquels nous assurons chaque année la formation de plus de 120 000 membres d'équipage civils et militaires.

Près de la moitié de nos produits des activités ordinaires proviennent de la vente de simulateurs et de produits connexes; le reste provient de services, dont la formation, la maintenance, la formation initiale des pilotes (élèves-pilotes) et les services de placement de membres d'équipage.

Fondée en 1947, CAE, dont le siège social est à Montréal (Canada), s'est bâti une excellente réputation et entretient des relations durables avec ses clients grâce à l'expérience qu'elle a acquise depuis près de 70 ans, à ses solides compétences techniques, à son personnel hautement qualifié et à son envergure mondiale.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

3.2 Notre vision

Nous voulons être le partenaire de choix des clients exerçant leurs activités dans des environnements complexes et où la mission est essentielle en leur fournissant des solutions de modélisation et de simulation les plus innovatrices en vue de renforcer la sécurité et d'accroître l'efficacité.

3.3 Nos activités

Nous sommes un chef de file mondial ayant un vaste éventail de capacités pour aider nos clients à atteindre des niveaux accrus de sécurité, d'efficacité opérationnelle, de capacités en matière de prise de décisions et de préparation aux missions. Nous offrons des solutions intégrées qui comportent souvent des contrats de plusieurs années avec nos clients afin de leur offrir un ensemble complet de produits et de services.

Nous desservons essentiellement trois grands marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché civil comprend les constructeurs, les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'affaires et d'hélicoptères civils, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation aéronautique (FTO), les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO) et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils;
- Le marché de la défense et de la sécurité englobe les forces de défense, les constructeurs OEM, les agences gouvernementales et les organismes de sécurité publique du monde entier;
- Le marché des soins de santé regroupe des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des écoles de médecine et de soins infirmiers, des organisations paramédicales, des forces de défense, des entreprises médicales et des constructeurs OEM.

MARCHÉ CIVIL

Nous fournissons une gamme complète de solutions de formation pour l'aviation civile, comprenant des dispositifs de formation fondée sur la simulation de CAE pour l'aviation civile ainsi que des services de formation pour l'aviation commerciale, l'aviation d'affaires et sur hélicoptère à l'équipage de conduite, au personnel de cabine, au personnel de maintenance et au personnel au sol, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage.

Nous voulons être le partenaire de choix des clients exerçant leurs activités dans des environnements complexes et où la mission est essentielle en leur fournissant des produits innovateurs fondés sur la simulation, des solutions, de la formation de calibre mondial et des services leur permettant de renforcer la sécurité et d'accroître l'efficacité de leurs activités. Notre démarche de partenariat est conjuguée à une vaste expérience de l'exploitation et de la fourniture de solutions de formation dans une variété de modèles d'affaires, y compris des solutions de produits entièrement adaptées, des coentreprises, des partenariats, des contrats de formation à long terme, des solutions d'impartition et un éventail de solutions liées aux membres d'équipage, aux facteurs techniques et à la gestion, visant à répondre aux besoins opérationnels de nos clients. Notre historique de fiabilité et d'innovations en matière de technologies et de pratiques nous place en excellente position pour être un véritable partenaire pour nos clients.

Nous sommes le chef de file mondial de la fourniture de dispositifs de simulation de vol pour l'aviation civile, dont des FFS ainsi qu'une gamme complète de dispositifs intégrés d'entraînement aux procédures, de dispositifs de formation au vol et d'outils informatiques faisant appel aux mêmes logiciels haute fidélité de niveau D que ceux utilisés dans les simulateurs. Notre plus récent simulateur phare, le FFS de la Série CAE 7000XR, s'adapte parfaitement aux besoins particuliers des exploitants en plus de dépasser les exigences réglementaires de qualification au niveau D. Le FFS de la Série CAE 7000XR se fonde sur la haute fidélité et la grande fiabilité qui ont valu à CAE d'être reconnue comme le modèle de référence dans le monde entier en matière de simulation de vol. Nous avons conçu et fabriqué plus de FFS pour des compagnies aériennes nationales et régionales et plus de centres de formation exploités par des tiers et par des constructeurs OEM que toute autre société. Nous avons constitué une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 nouveaux modèles d'appareils. Ces dernières années, nous avons conçu des simulateurs pour les Airbus A350 XWB et A320Neo, le Cirrus SF50, l'avion de transport de dimension moyenne d'AVIC, le jet régional de Mitsubishi (MRJ), les ATR42-600 et ATR72-600, les Bombardier CSeries, Global 5000/6000 et Global 7000/8000, les Dassault Falcon 5X ainsi que les ARJ21 et C919 de Commercial Aircraft Corporation of China, Ltd. (COMAC). Tirant parti de notre important réseau de pièces de rechange et d'équipes de service, nous offrons également une gamme complète de services de soutien, y compris le soutien d'urgence, la mise à niveau et la modernisation de simulateurs, les services de maintenance et le déménagement de simulateurs.

Nous sommes le principal fournisseur de services de formation sur avions commerciaux et sur hélicoptères dans le monde et le deuxième plus important fournisseur de services de formation pour l'aviation d'affaires. Nous dominons le marché dans les régions à croissance de la Chine, de l'Europe de l'Est, de l'Inde, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de l'Asie du Sud-Est. Grâce à notre important réseau de centres de formation à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont les compagnies aériennes et autres exploitants commerciaux, d'affaires et d'hélicoptères. Nos solutions de formation les plus exhaustives, notre expertise du secteur et notre réputation de partenaire de confiance nous permettent d'accéder à une part importante du marché. Les compagnies aériennes et les entreprises de services aéronautiques choisissent CAE comme partenaire de choix en matière d'implantation de programmes de formation adaptés et de prestation de services exemplaires qui satisfont à leurs besoins spécifiques. Par exemple, nous avons récemment annoncé la signature d'une entente de coentreprise avec Japan Airlines en vue de fournir des services de formation des équipages en Asie du Nord-Est, nous avons mis en place la formation de licence de pilote en équipage multiple (MPL) pour Japan Airlines et nous sommes devenus sa principale source d'élèves-pilotes. Nous avons également signé un contrat avec Air Algérie pour former de nouveaux élèves-pilotes au cours des quatre prochaines années aux termes d'un programme de formation à la licence de pilote de ligne (ATPL), nous nous sommes associés à China Eastern Airlines aux termes d'une entente de coentreprise dans le cadre de laquelle nous formerons plus de 650 élèves-pilotes au cours des cinq prochaines années et nous avons renouvelé notre entente d'impartition de services de formation avec le transporteur traditionnel Iberia pour les dix prochaines années; dans le cadre de cette entente, plus de 1 000 pilotes d'Iberia seront formés, chaque année, à notre centre de formation de Madrid en Espagne.

Nous exploitons actuellement 246 FFS, y compris ceux exploités en coentreprise, et nous offrons de la formation et des services aéronautiques, notamment des services de formation des membres d'équipage fondée sur la simulation, de placement de membres d'équipage, de formation initiale des pilotes et exploitons des centres de formation à cet effet dans une trentaine de pays. Parmi nos milliers de clients, quelque 30 grandes compagnies aériennes et exploitants d'aéronefs du monde entier ont conclu avec nous des ententes de services de formation et d'exploitation de centres de formation à long terme et des coentreprises. Nous offrons une gamme complète de solutions et services de formation, dont l'élaboration de programmes de formation, l'exploitation de centres de formation, la formation des pilotes, la formation du personnel de cabine, la formation des techniciens de maintenance, les didacticiels, et les services de consultation. En tant que chef de file des sciences aéronautiques, nous utilisons l'analyse des données de vol pour rendre les compagnies aériennes plus sécuritaires et améliorer la maintenance, les opérations aériennes et la formation. CAE Oxford Aviation Academy est le plus important réseau de formation initiale au vol dans le monde avec 9 écoles de pilotage, un parc de plus de 220 appareils, ainsi que les ressources et l'expertise permettant de former jusqu'à 2 000 élèves-pilotes par année. CAE Parc Aviation est le chef de file mondial sur le marché du placement du personnel navigant et du personnel technique auprès des compagnies aériennes, des sociétés de location d'appareils, des fabricants et des entreprises d'entretien, de réparation et de révision.

Tendances et perspectives commerciales

Dans le secteur de l'aviation commerciale, l'augmentation de la capacité des avions et du trafic passagers est essentiellement tributaire du produit intérieur brut (PIB). Au cours des 20 dernières années, le trafic aérien a progressé à un taux moyen de 4,8 % au chapitre des passagers-kilomètres payants (PKP), et l'ensemble du secteur de l'aéronautique anticipe une croissance moyenne à long terme du trafic aérien d'environ 5 % par année au cours des deux prochaines décennies. L'International Air Transport Association (IATA) estime que d'ici 2017, le trafic passagers augmentera de 31 %, ce qui représente 930 millions de passagers de plus qu'en 2012. Les taux de croissance sont plus élevés dans les marchés émergents que dans les grands marchés établis comme l'Europe et les États-Unis. La croissance continue du trafic aérien et les exigences liées au renouvellement des flottes ont contribué au nombre record d'avions commerciaux en commande et à l'intensification de la production des constructeurs OEM.

La demande dans le secteur de l'aviation d'affaires est essentiellement tributaire de la rentabilité des entreprises et de la conjoncture économique en général. Selon la Federal Aviation Administration (FAA) des États-Unis, le nombre total de vols d'avions d'affaires, qui comprend tous les vols intérieurs et internationaux, a progressé de 4,0 % au cours des 12 derniers mois. Le secteur affiche toujours un optimisme quant à la poursuite de la reprise et à la croissance à long terme de l'aviation d'affaires.

Les facteurs déterminants du secteur de l'aviation sur hélicoptère sont semblables à ceux du secteur de l'aviation d'affaires, et la demande des exploitants d'hélicoptères en mer est tributaire du niveau d'activité extracôtière dans le secteur du pétrole et du gaz. Les produits des activités ordinaires tirés de nos activités d'aviation sur hélicoptère représentent moins de 5 % du total des produits des activités ordinaires du secteur Simulation et formation – Civil, et une baisse prolongée des prix du pétrole pourrait se répercuter sur le niveau de dépenses et d'activité des exploitants d'hélicoptères, ce qui pourrait nuire à nos résultats opérationnels.

À ce jour, les sanctions économiques visant des personnes et des sociétés faisant affaire en Fédération de Russie ainsi que l'affaiblissement du rouble russe n'ont pas eu de répercussions importantes sur nos activités; si cette situation perdurait, elle pourrait toutefois avoir une incidence négative sur nos résultats financiers. Le risque d'une possible escalade de ces sanctions, d'un affaiblissement et d'une volatilité monétaires continus de même que leurs répercussions continueront à faire l'objet d'un suivi.

Les tendances à long terme suivantes constituent toujours le fondement de notre stratégie d'investissement sur le marché civil :

- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Demande dans les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien;
- Carnets de commandes et taux de livraison d'appareils;
- Plateformes d'appareils plus efficaces et évoluées;
- Demande à long terme et pénurie de professionnels de l'aviation qualifiés (pilotes, personnel de maintenance et de cabine).

Croissance à long terme prévue du trafic aérien

Au cours de l'année civile 2014, le trafic passagers mondial a augmenté de 5,9 % par rapport à l'année civile 2013. Les marchés émergents ont affiché la meilleure performance; le trafic de passagers ayant progressé de 12,6 % au Moyen-Orient, de 7,1 % en Asie et de 6,4 % en Amérique latine, alors qu'il a augmenté de 5,8 % en Europe et de 2,7 % en Amérique du Nord. Dans le monde, la flotte d'appareils commerciaux s'est accrue de 2,5 % entre décembre 2013 et décembre 2014, affichant une hausse respective de 5,3 %, de 4,8 %, de 3,8 % et de 2,1 % en Asie-Pacifique, au Moyen-Orient, en Amérique latine et en Europe, alors qu'elle est demeurée relativement stable en Amérique du Nord. Des perturbations importantes comme une instabilité politique régionale, le terrorisme, les pandémies, les catastrophes naturelles, une récession prolongée ou d'autres événements mondiaux d'envergure sont autant de facteurs qui pourraient nuire à la croissance du trafic aérien.

Demande dans les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien

Le trafic aérien des marchés émergents, tels que ceux de la Chine, de l'Europe de l'Est, de l'Inde, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de l'Asie du Sud-Est, devrait continuer de connaître à long terme une croissance supérieure à celle des marchés parvenus à maturité comme l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest.

Carnets de commandes et taux de livraison d'appareils

Les constructeurs OEM d'avions commerciaux continuent d'assumer un carnet de commandes record de plus de 13 700 appareils. Notre secteur civil est essentiellement tributaire de la flotte déjà en service pour soutenir la demande, puisque nos produits des activités ordinaires proviennent de la formation et des services qui appuient la flotte mondiale, et des livraisons d'appareils issus des chaînes de production des constructeurs OEM. Nous prévoyons que le rythme élevé et soutenu des livraisons d'appareils se traduira par le maintien d'une forte demande de produits de formation et aussi par une demande accrue de services.

Plateformes d'appareils plus efficaces et évoluées

La demande de simulateurs et de services de formation est d'abord et avant tout tributaire des livraisons d'appareils et du réseau existant d'appareils en service. L'introduction de plateformes d'appareils plus efficaces et évoluées entraîne une demande de nouveaux types de simulateurs et de programmes de formation. Ces nouvelles plateformes et nouveaux programmes nous permettent de tirer parti de notre expertise en modélisation, en simulation et en formation pour fournir des solutions de formation, dont les FFS de la Série CAE 7000XR, des dispositifs d'entraînement aux procédures CAE Simfinity^{MC}, des programmes de formation complets et d'étendre notre réseau afin de répondre aux besoins des compagnies aériennes en matière de formation. La demande pour des plateformes nouvelles et plus efficaces est commandée par une meilleure souplesse opérationnelle, des frais de maintenance réduits, des coûts de carburant réduits, et la réduction des émissions et de l'empreinte environnementale. Même si les prix du carburant se sont récemment repliés, les compagnies aériennes cherchent activement des moyens de restreindre leur exposition au risque lié à des fluctuations de celui-ci ainsi qu'à tirer parti des avantages qu'offrent les appareils et technologies de propulsion de nouvelle génération.

Les exploitants d'avions d'affaires à réaction exigent également des appareils à haute performance. Les constructeurs de jets d'affaires ont également annoncé leur intention de lancer de nouvelles plateformes dotées des dernières innovations technologiques visant à améliorer la performance et les avantages pour les exploitants, notamment le rayon d'action, la rapidité, l'efficacité, le confort et l'accessibilité de l'aviation d'affaires, dont les Bombardier Global 7000/8000, les Embraer Legacy 450 et 500, les Cessna Citation Latitude et Longitude, le Dassault Falcon 5X, les Gulfstream 500/600, le Cirrus SF50, le Pilatus PC-24 et le HondaJet de Honda.

Si un programme subit des retards sur les livraisons de nouveaux appareils, ces retards se répercutent aussi sur nos prises de commandes et nos livraisons de FFS.

Demande à long terme et pénurie de professionnels de l'aviation qualifiés (pilotes, personnel de maintenance et de cabine)

La demande mondiale devrait progresser à long terme. La croissance du marché de l'aviation civile a stimulé la demande de pilotes, de techniciens de maintenance et de personnel de cabine à l'échelle mondiale, ce qui a provoqué une pénurie de professionnels qualifiés dans plusieurs marchés, en particulier dans les marchés émergents à forte croissance, mais également dans les marchés développés comme le Japon. Les contraintes sur l'offre de pilotes comprennent le vieillissement des équipages et le nombre moins élevé de pilotes militaires qui se recyclent dans le secteur civil. Le Professional Aviation Board of Certification (PABC) déclare que selon les prévisions du marché de l'industrie, quelque 20 000 nouveaux pilotes seront nécessaires chaque année à l'échelle mondiale pour soutenir une croissance annuelle moyenne de 5 % du trafic passagers au cours des 20 prochaines années.

Les nouveaux modes d'attestation des pilotes sont davantage fondés sur la formation faisant appel à la simulation. La formation fondée sur la simulation pour obtenir une attestation de compétence de pilote joue un rôle plus important dans le monde avec la MPL et la formation dans le domaine de la prévention et de la récupération en cas de décrochage et de perte de contrôle et les nouvelles exigences visant la licence de pilote de ligne (ATPL) aux États-Unis. En fait, l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et divers organismes de réglementation nationaux et régionaux du secteur de l'aviation ont mis en place de nouvelles exigences réglementaires, normes et directives en la matière.

La MPL est une méthode alternative en matière de formation et d'attribution de licences qui met davantage l'accent sur la formation fondée sur la simulation afin d'amener les élèves-pilotes à devenir des copilotes dans un environnement propre aux transporteurs aériens. En moyenne, le tiers de la formation des programmes de MPL du secteur s'effectue sur des appareils réels et les deux tiers, sur des dispositifs de simulation, comparativement à une formation sur des appareils d'entraînement réels à hauteur de 80 % à 90 % pour les licences initiales. À ce jour, une cinquantaine de pays ont adopté des règles relatives aux MPL et plus de 15 d'entre eux appliquent déjà celles-ci aux fournisseurs de formation et aux transporteurs. Certains transporteurs font appel aux programmes de MPL de CAE en Asie et en Europe. La MPL produit des résultats encourageants à l'échelle mondiale, et plus de 1 000 titulaires d'une MPL dans le monde occupent déjà des postes de pilotes auprès de divers transporteurs. Les premiers titulaires d'une MPL accèdent maintenant au poste de commandant de bord. À mesure que la méthode MPL poursuit son élan, il en résultera un recours accru à la formation fondée sur la simulation.

Enfin, la FAA des États-Unis a adopté le 15 juillet 2013 ses règlements finaux en matière de certification et de qualification des nouveaux pilotes à l'intention des transporteurs aériens, en vertu desquelles les pilotes sont tenus d'obtenir une ATPL dotée d'une qualification multimoteur ainsi qu'une qualification de type. Depuis août 2014, les pilotes qui demandent une ATPL doivent satisfaire à des exigences pratiques qui prévoient un recours plus important à la formation fondée sur la simulation, dont la formation tenant compte de conditions météorologiques défavorables, de bas régimes, de décrochages, de prévention et de récupération en cas de perte de contrôle et de vols à haute altitude. La FAA nous a autorisés officiellement à mettre en place le programme de formation à la licence de pilote de ligne à notre centre de formation de Dallas, et nous étendrons la capacité de formation selon l'augmentation des besoins. Nous sommes d'avis que ces nouvelles exigences donneront également lieu à une demande accrue de simulateurs destinés à la formation.

MARCHÉ DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ

Nous sommes un intégrateur de systèmes de formation qui offre des centres complets de formation, des services d'entraînement et des produits de simulation aux forces de défense et de sécurité pour les segments de marché aériens, terrestres et navals, ainsi qu'aux segments de marché de la sécurité publique.

Nous croyons que, sur le marché de l'entraînement fondé sur la simulation, notre capacité d'aider les gouvernements et les forces de défense qui souhaitent miser davantage sur l'entraînement virtuel pour réduire les coûts tout en restant prêt est unique. Quatre importants facteurs font en sorte que nos activités du secteur de la défense se distinguent et sous-tendent le vaste bassin d'occasions pour nos solutions fondées sur la modélisation et la simulation. Tout d'abord, nous jouissons d'une position unique à l'échelle mondiale qui assure notre équilibre et notre diversité dans les marchés mondiaux de la défense et de la sécurité. Ensuite, nous avons notre solide expérience des plateformes durables essentielles à la mission dont les programmes s'échelonnent sur plusieurs années. Troisièmement, nous possédons toutes les capacités d'un intégrateur de systèmes de formation de calibre mondial, ce qui nous permet de concevoir, de développer et de fournir des programmes d'entraînement complets aux forces aériennes, terrestres et navales, de même qu'aux organismes de sécurité publique. Enfin vient le facteur le plus fondamental : les solutions fondées sur la simulation offrent une valeur considérable aux gouvernements et aux forces de défense dont les budgets sont restreints, mais qui doivent quand même assurer l'entraînement et un degré élevé de préparation.

Nous sommes un intégrateur de systèmes de formation en position unique, grâce à notre capacité à offrir aux gouvernements, aux forces de défense et aux constructeurs OEM une gamme complète de solutions d'entraînement innovatrices et intégrées. De plus en plus, nos solutions sont composées d'une combinaison de produits et de services permettant à nos clients du secteur de la défense et de la sécurité de maintenir et d'améliorer la sécurité, l'efficacité, la préparation aux missions et leurs capacités à prendre des décisions. Nous avons une vaste expérience de l'exploitation et de la fourniture de solutions de formation dans une variété de modèles d'affaires, dont des installations appartenant au gouvernement et exploitées par celui-ci; des installations appartenant au gouvernement et exploitées par l'entreprise; et des installations appartenant à l'entreprise et exploitées par celle-ci. Nous offrons notamment des services d'analyse des besoins de formation, des services de conception de systèmes de formation, des systèmes de gestion de l'apprentissage, des installations spécialisées, du matériel de formation synthétique de pointe, des services d'élaboration de programmes de formation et de didacticiels, des services d'instruction en classe et l'entraînement sur simulateur, des services de maintenance et de soutien logistique, des services de gestion du cycle de vie et d'intégration technologique, ainsi que des solutions de financement. Grâce à ce portefeuille de produits, de services et d'expertise ainsi qu'à notre orientation, nous sommes un intégrateur de systèmes de formation particulièrement qualifié et bien placé.

Nous sommes un chef de file mondial dans les domaines de la conception et de la production d'équipement de simulation de vol et de solutions d'entraînement militaires. Nous développons du matériel de simulation, des systèmes d'entraînement et des outils logiciels pour une multitude d'aéronefs militaires, incluant des chasseurs, des hélicoptères, des avions d'entraînement, des avions de patrouille maritime, des avions de ravitaillement et de transport de même que des systèmes aériens sans pilote (UAS). Nous offrons également des solutions fondées sur la simulation aux forces terrestres et navales, dont une gamme de dispositifs d'entraînement pour les conducteurs et les tireurs de chars d'assaut et de véhicules blindés de combat, des dispositifs d'entraînement virtuels aux systèmes de bord ainsi que des systèmes d'entraînement tactique à la guerre maritime. Nous avons commencé à offrir des solutions fondées sur la simulation au secteur de la sécurité publique, dont des solutions de formation en gestion des urgences. Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes d'entraînement à plus de 50 exploitants du secteur de la défense dans environ 35 pays. Nous fournissons une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance, des services d'instruction en classe et l'entraînement sur simulateur dans plus de 80 établissements dans le monde, y compris ceux que nous détenons en coentreprise. Nous offrons de plus en plus notre expertise dans l'intégration des systèmes de formation en matière d'activités aériennes, terrestres, maritimes et de sécurité publique afin d'aider nos clients à créer une entreprise de formation intégrée et immersive. Nous offrons également un grand nombre de services professionnels fondés sur la modélisation et la simulation, et une gamme de solutions de soutien en service comme l'ingénierie des systèmes et la gestion du cycle de vie.

Tendances et perspectives commerciales

Aux États-Unis, l'incertitude qui perdure quant au budget du gouvernement pour l'exercice 2015 et à la menace de séquestration budgétaire en 2016 signifient que le calendrier des attributions de contrats demeurera difficile à anticiper, les services militaires américains tentant d'équilibrer capacité, compétences et préparation. Cette situation pourrait influencer sur la croissance à court terme de nos produits des activités ordinaires et de nos résultats; en revanche, notre bassin d'offres et de propositions actives est bien rempli, et nous sommes d'avis que l'entrave à la croissance n'est pas la taille du marché, mais plutôt le moment auquel l'approvisionnement aura lieu. En Europe, la rationalisation de la structure des forces armées et le recul des plans d'investissement futurs ont réduit le bassin de nouvelles occasions. Tandis que les marchés américains et européens sont toujours quelque peu défavorables, de plus en plus de possibilités proviennent de régions dont les budgets de la défense et de la sécurité sont en hausse, comme l'Asie et le Moyen-Orient, où nous avons une présence bien établie. De plus, des signes encourageants se manifestent pour le marché dans lequel nous évoluons, et nous sommes convaincus que le recours à l'analyse, à la formation et à la prise de décisions fondée sur la simulation poursuivra sa croissance dans l'avenir.

Les tendances suivantes constituent toujours le fondement de l'utilisation de nos centres de formation, de nos services et de nos produits dans le secteur de la défense :

- Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense de recourir davantage à la modélisation et à la simulation pour atténuer les pressions budgétaires;
- Intérêt de l'impartition des services de formation et de maintenance;
- Besoins en matière de formation synthétique pour les répétitions de missions, y compris la formation de forces interarmées et de coalition;
- Relations avec les constructeurs OEM en matière de simulation et de formation;
- Recours à la modélisation et à la simulation pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions.

Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation pour atténuer les pressions budgétaires

Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter des programmes de formation fondée sur la simulation en raison de la plus grande efficacité, des contraintes opérationnelles moindres en ce qui concerne les aéronefs, des risques moins élevés que la simulation apporte par rapport à la formation sur les plateformes de systèmes d'armes réelles et des coûts nettement plus faibles. Par exemple, l'U.S. Air Force (USAF) a de plus en plus recours à la simulation pour la formation des opérateurs de perche de l'avion-citerne KC-135, cette formation coûtant environ 20 000 \$ pour une mission de trois heures sur l'avion, contre 1 000 \$ seulement dans un simulateur. Le coût élevé de la formation sur appareil et la volonté de réserver les appareils pour un usage opérationnel sont deux facteurs qui favorisent l'adoption plus généralisée de la formation fondée sur la simulation. À l'inverse de l'aviation civile où le recours à la formation sur simulateur est courant, les forces armées n'ont pas l'obligation réglementaire de former leurs pilotes sur simulateur, et la nature de la formation axée sur les missions exige au moins un certain degré de formation sur appareil; cependant, la répartition entre la formation sur appareil et la formation synthétique se dirige de plus en plus vers la simulation.

Nous commençons à voir des forces de défense qui prévoient le recours accru à la simulation dans le cadre de leur programme de formation global. Par exemple, la U.S. Navy indique que la place réservée à la formation fondée sur la simulation sur certaines de ses plateformes d'appareils pourrait atteindre près de 50 % d'ici 2020. Étant donné les coûts élevés associés à l'exécution d'exercices de formation sur appareil, la plupart des forces de défense prévoient modifier l'équilibre entre la formation sur appareil et la formation virtuelle et constructive (informatisée) pour consacrer une plus grande partie du programme de formation sur la simulation virtuelle et constructive à la maison mère. Par exemple, pour réduire les coûts, l'armée américaine envisage de réduire l'utilisation de champs de tir réels et en transférer une partie à la simulation virtuelle et constructive, ce qui entraînera des possibilités pour les centres de formation, les services et les produits fondés sur la simulation. Nous sommes d'avis que CAE fait partie de la solution pour réduire les coûts de formation tout en maintenant ou en améliorant la préparation.

Intérêt de l'impartition des services de formation et de maintenance

Les forces de défense et les gouvernements scrutent leurs dépenses pour trouver des moyens de réduire les coûts et de permettre aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels, ce qui a un impact sur les budgets et les ressources de la défense. Une tendance croissante se dessine dans les milieux militaires d'étudier l'impartition de divers services de formation, tendance qui devrait se maintenir. Par exemple, nous avons récemment inauguré le CAE Brunei Multi-Purpose Training Centre (MPTC), qui offre l'un des programmes de formation des forces armées royales du Brunei sur l'avion d'entraînement PC-7. Le MPTC de CAE Brunei fournira des services de formation PC-7 aux forces armées royales du Brunei aux termes d'un contrat de services de formation à long terme. En outre, au cours de l'exercice 2014, nous avons inauguré un nouveau centre de formation militaire en Australie, où les forces de défense australiennes entraîneront les équipages de leurs King Air 350. Il s'agit du premier contrat de services de simulation conclu par les forces de défense australiennes en vertu d'un programme appartenant à l'entreprise et exploité par celle-ci. Nous estimons que les gouvernements se tourneront de plus en plus vers l'industrie pour la prestation de services de formation parce que celle-ci peut souvent s'exécuter plus rapidement et à moindres coûts.

Besoins en matière de formation synthétique pour les répétitions de missions, y compris la formation de forces interarmées et de coalition

Les forces de défense se tournent de plus en plus vers la formation synthétique pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en matière d'entraînement aux missions. Les solutions technologiques fondées sur la simulation permettent aux clients du secteur militaire de planifier des missions très élaborées et de mener des répétitions de missions complètes dans un environnement synthétique, en complément à l'entraînement et aux exercices de préparation traditionnels. La formation synthétique offre aux forces de défense un moyen économique de s'entraîner à toutes sortes de scénarios en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui entraîne une demande d'exercices d'entraînement et d'opérations menés en coopération et en réseau. Les dispositifs d'entraînement qui peuvent être mis en réseau afin d'entraîner des équipages différents et de permettre des formations en réseau sur une série de plateformes sont de plus en plus importants étant donné que les forces de défense souhaitent de plus en plus effectuer des exercices de préparation aux missions dans un environnement synthétique. Par exemple, nous avons récemment mis en réseau un simulateur de missions C-130J fabriqué par CAE avec un dispositif d'entraînement d'équipage au transport aérien tactique du C-130J fabriqué par une autre société afin de faire la démonstration, à la Royal Australian Air Force, d'un seul avion virtuel exploité dans un environnement synthétique commun. Les dispositifs d'entraînement en réseau ont fait la démonstration de la façon dont tous les membres de l'équipage de mission, y compris les pilotes et les arrimeurs du C-130J, pouvaient s'entraîner ensemble dans un environnement virtuel intégré. Nous préconisons activement les architectures de simulation ouvertes et standardisées, comme la base de données commune, ainsi que de nouvelles capacités comme l'environnement synthétique dynamique de CAE, qui facilitent les répétitions de missions et l'entraînement conjoint en réseau.

Relations avec les constructeurs OEM en matière de simulation et de formation

Nous nous allions à des constructeurs du secteur de la défense et de la sécurité en vue de renforcer nos liens avec ceux-ci et de nous positionner pour saisir des occasions d'affaires. Les constructeurs OEM ont mis sur le marché de nouvelles plateformes et ils continuent de mettre à niveau et de prolonger la durée de vie des plateformes existantes, ce qui alimente la demande mondiale de systèmes de formation. Par exemple, Boeing a conçu le nouvel avion de patrouille maritime P-8A; Airbus Military a vendu et continue de commercialiser l'A330 MRTT et le C295 partout dans le monde; Lockheed Martin commercialise avec succès des variantes de l'avion de transport C-130J Hercules et du chasseur F-35; Alenia Aermacchi et BAE Systems vendent les avions d'entraînement M-346 et Hawk pour la formation initiale des pilotes de chasse; et AgustaWestland poursuit la conception d'un éventail d'hélicoptères comme l'AW139, l'AW169 et l'AW189. Nous avons des relations bien établies avec chacun des constructeurs OEM pour ces plateformes. Nous avons également conclu un protocole d'entente avec General Atomics Aeronautical Systems, le chef de file mondial de la fabrication de systèmes aériens sans pilote, dans le but d'offrir des solutions de formation sur les aéronefs télépilotes Predator de GA-ASI et, au cours de l'exercice 2015, nous avons reçu un contrat subséquent pour fournir un dispositif d'entraînement aux missions haute fidélité sur aéronef télépilote Predator.

Recours à la modélisation et à la simulation pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions

La modélisation et la simulation servaient jusqu'à ce jour au soutien à la formation, mais elles sont maintenant de plus en plus appliquées dans l'ensemble du cycle de vie du programme, y compris pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions. Nous constatons que les gouvernements et les forces de défense cherchent à appliquer les environnements synthétiques fondés sur la simulation pour appuyer les programmes de recherche et de développement, la conception et l'essai des systèmes, l'analyse des renseignements, l'intégration et l'exploitation, ainsi que pour fournir les outils d'aide à la prise de décisions nécessaires au soutien à la planification des missions.

MARCHÉ DES SOINS DE SANTÉ

Nous concevons, fabriquons et vendons des simulateurs, des solutions audiovisuelles et des didacticiels pour la formation des étudiants en soins de santé et en soins paramédicaux ainsi que des cliniciens œuvrant dans des établissements d'enseignement, des hôpitaux et des organisations de défense partout dans le monde.

La formation fondée sur la simulation est l'un des moyens les plus efficaces de préparer les praticiens à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant le risque global pour les patients. Nous mettons à contribution notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité de ce secteur. Le marché de la simulation pour les soins de santé croît rapidement avec des centres de simulation qui deviennent la norme dans les écoles de soins infirmiers et les écoles de médecine.

Nous offrons la gamme la plus variée de produits et de services de simulation médicale sur le marché, dont des simulateurs de patients, d'échographie et d'interventions (chirurgicaux), des solutions audiovisuelles et des didacticiels destinés à l'éducation et à la formation en soins de santé. Nous avons vendu des simulateurs à des clients dans plus de 80 pays qui sont actuellement desservis par nos bureaux en Allemagne, en Australie, au Brésil, au Canada, aux États-Unis, en Hongrie, en Inde et au Royaume-Uni. Nous sommes le chef de file du marché des simulateurs de patients haute fidélité qui sont uniques, grâce à nos modèles de physiologie humaine complexes simulant les réactions humaines aux interventions cliniques. Notre plus récente innovation, un simulateur d'accouchement permettant de s'exercer à effectuer des accouchements normaux ainsi qu'à être prêts à faire face à des urgences maternelles rares, a été conçue pour conjuguer fiabilité et réalisme exceptionnels sur le marché des simulateurs de patients haute fidélité. Nous sommes à l'avant-garde des solutions audiovisuelles de formation en soins de santé, grâce à plus de 600 installations dans les établissements de formation de nos clients dans le monde. Par l'intermédiaire de notre Académie Santé, nous sommes la seule société à offrir de la formation entre pairs aux établissements des clients ainsi qu'à nos centres de formation aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne et au Canada. Notre Académie Santé compte un corps professoral de plus de 60 personnes, y compris des infirmiers, des médecins, des ambulanciers et des échographistes, lesquels, en collaboration avec des établissements de santé de premier plan, ont élaboré plus de 500 trousseaux de didacticiels d'apprentissage simulé en milieu clinique à l'intention de nos clients. Notre équipe OEM livre des solutions de formation adaptées aux fabricants d'appareils médicaux et a tout récemment mis au point un simulateur d'échographie spécialisé permettant aux médecins de s'exercer à positionner la pompe cardiaque Impella d'AbioMed.

Tendances et perspectives commerciales

Le marché des soins de santé fondés sur la simulation comprend à la fois des produits et des services dans les catégories suivantes : simulateurs de patients haute fidélité, simulateurs d'interventions, dispositifs de formation aux tâches moyenne ou basse fidélité, simulateurs d'échographie, solutions audiovisuelles, environnements cliniques simulés et services de formation. La plupart des utilisateurs finaux sont des établissements d'enseignement, des hôpitaux et des forces de défense. Une étude récente du marché mondial des soins de santé fondés sur la simulation, portant sur les produits et les services, établit à 790 millions \$ la valeur du marché en 2012 et indique que ce marché devrait s'accroître à un taux de croissance annuel composé de 19,6 %. L'Amérique du Nord est le plus important marché des soins de santé fondés sur la simulation, les États-Unis détenant une part élevée de ce marché, suivis de l'Europe et de l'Asie.

La demande pour nos produits et services est déterminée par les facteurs suivants :

- Importance croissante de la sécurité et des résultats pour les patients;
- Accès limité à de vrais patients pendant la formation;
- Révolution dans le domaine des technologies médicales;
- Demande pour les services de santé et augmentation du coût des soins de santé.

Importance croissante de la sécurité et des résultats pour les patients

Selon une étude récemment publiée dans le *Journal of Patient Safety*, jusqu'à 440 000 personnes meurent chaque année aux États-Unis en raison d'événements indésirables évitables survenus pendant le traitement, ce qui en fait la troisième plus importante cause de décès. Dans le cadre d'une étude, l'International Society for Pharmacoeconomics and Outcomes Research évalue à plus de 1 milliard \$ le coût mesurable des erreurs médicales pour les hôpitaux américains en 2009. Grâce à la formation fondée sur la simulation, les cliniciens peuvent accroître leur confiance, leurs connaissances et leur expertise en vue d'améliorer la sécurité des patients dans un environnement sans risque. La simulation est un élément nécessaire d'un mouvement croissant vers l'évaluation et la certification à enjeux élevés, notamment, aux États-Unis, en matière de maintien de la certification en anesthésie (MOCA), d'éléments de chirurgie par laparoscopie (FLS) et de soins avancés de réanimation traumatologique (ATLS). En outre, l'Accreditation Council for Graduate Medical Education (ACGME) évolue vers une évaluation axée sur les résultats ayant des critères précis d'évaluation et de comparaison de la performance, ce qui favorise l'adoption de produits et de formation fondés sur la simulation.

Accès limité aux patients pendant la formation

L'éducation médicale a toujours été une formation d'apprenti dans le cadre de laquelle l'étudiant administre des soins aux patients sous la supervision d'une personne plus expérimentée. Ainsi, les étudiants jouent un rôle plus limité et font moins souvent face à des interventions risquées, à des complications rares et à des décisions critiques. Le recours à la simulation dans le cadre des programmes de formation professionnelle complète l'apprentissage classique, expose les étudiants à des événements risqués peu fréquents et leur permet de développer leurs compétences cliniques et leur sens critique. Notre simulateur maternel/fœtal Fidelis est conçu pour permettre aux équipes médicales de s'exercer à effectuer des accouchements normaux ainsi que des procédures complexes associées à des urgences rares. Le modèle de formation et d'éducation est en évolution, comme l'ont également montré les branches militaires dans le monde et, tout récemment, le Pentagone américain, qui ont dans la plupart des cas interdit d'effectuer des tests sur des tissus vivants dans le cadre de la formation médicale. Les simulateurs de CAE Santé représentent une solution alternative peu risquée en matière de procédures d'interventions pour sauver des vies, de réponse à une catastrophe majeure et d'administration d'anesthésie.

Révolution dans le domaine des technologies médicales

L'évolution des technologies médicales favorise l'utilisation de la simulation. Les nouveaux dispositifs médicaux et les procédures de pointe, comme l'échographie intracardiaque, les dispositifs d'assistance cardiaque et l'amélioration des techniques de ventilation mécanique, nécessitent des solutions de formation évoluées, comme la simulation, pour l'élaboration de produits à l'interne et la formation des clients. Les organismes de réglementation et de certification resserrent constamment leurs exigences voulant que les cliniciens soient formés avant l'adoption de bouleversements technologiques, tâche pour laquelle la simulation est parfaitement adaptée. En notre qualité de partenaire de choix des principaux constructeurs OEM, nous continuons de collaborer à la livraison de formation innovatrice et adaptée visant les nouvelles technologies, comme pour la pompe cardiaque Impella d'AbioMed.

Demande pour les services de santé et augmentation du coût des soins de santé

Une demande importante des services de soins de santé découlant de l'augmentation de l'espérance de vie et de la génération du baby-boom a entraîné une hausse des dépenses en soins de santé de 9,9 % aux États-Unis au premier trimestre de 2014. Les Centers for Medicare and Medicaid Services (CMS) des États-Unis estiment à 5,8 % la croissance annuelle des dépenses nationales en soins de santé pour les 10 prochaines années. Les hôpitaux sont de plus en plus incités à améliorer leur efficacité, ce qui stimule la demande pour la formation. Des éléments de plus en plus nombreux démontrent que la simulation médicale améliore les résultats sur les patients et réduit les erreurs, ce qui peut contribuer à atténuer le taux d'augmentation du coût des soins de santé.

4. VARIATIONS DU CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables à nos trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	31 décembre 2014	30 septembre 2014	Augmentation / (diminution)	31 mars 2014	Augmentation / (diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,16	1,12	4 %	1,11	5 %
Euro (€)	1,40	1,42	(1) %	1,52	(8) %
Livre sterling (£)	1,81	1,82	(1) %	1,84	(2) %

Les taux de change trimestriels moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

	31 décembre 2014	30 septembre 2014	Augmentation / (diminution)	31 décembre 2013	Augmentation / (diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,14	1,09	5 %	1,05	9 %
Euro (€)	1,42	1,44	(1) %	1,43	(1) %
Livre sterling (£)	1,80	1,82	(1) %	1,70	6 %

La conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger s'est traduite par une augmentation de 15,8 millions \$ des produits des activités ordinaires et par une augmentation de 0,8 million \$ du résultat net pour le trimestre écoulé par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2014. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015, la conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger s'est traduite par une augmentation de 61,9 millions \$ des produits des activités ordinaires et par une augmentation de 2,7 millions \$ du résultat net par rapport à la période correspondante de l'exercice 2014. Nous avons obtenu ce résultat en convertissant les produits des activités ordinaires et le résultat net libellés en monnaie étrangère du trimestre aux taux de change mensuels moyens du trimestre correspondant de l'exercice précédent et en comparant ces montants ajustés aux montants présentés pour le trimestre écoulé.

Les variations des taux de change se répercutent sur trois grands champs d'activité :

– **Notre réseau d'établissements de formation et de services à l'étranger**

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées par nos établissements de formation et de services à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette de ces établissements et le montant net des investissements. Les profits ou les pertes résultant de la conversion du montant net des participations dans un établissement à l'étranger sont reportés dans le poste des différences de conversion (cumul des autres éléments du résultat global), qui est présenté dans la section des capitaux propres de l'état consolidé de la situation financière. Toute incidence d'une fluctuation des taux de change sur la rentabilité nette influencera immédiatement l'état consolidé du résultat net de même que les comparaisons entre exercices et entre trimestres.

– **Nos activités de production hors du Canada (Australie, Allemagne, États-Unis, Inde, Royaume-Uni et Singapour)**

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées au chapitre de ces activités par les établissements à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays, hormis certains achats de données et d'équipement qui peuvent occasionnellement être effectués dans d'autres monnaies, tout comme les travaux effectués par nos activités de fabrication au Canada. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des activités et le montant net des participations dans ces établissements, exprimés en dollars canadiens, comme nous l'expliquons plus haut.

– **Nos activités de production au Canada**

Même si les actifs nets des activités que nous menons au Canada ne sont pas exposés aux variations du cours des monnaies étrangères (sauf les créances clients et dettes fournisseurs libellées en monnaies étrangères), une part importante des produits des activités ordinaires annuels que nous réalisons à partir du Canada est libellée en monnaies étrangères (principalement en dollars américains et en euros), et une part importante des dépenses est engagée en dollars canadiens.

De façon générale, les paiements échelonnés sur les contrats de vente libellés en monnaies étrangères font l'objet d'une transaction de couverture visant à atténuer notre exposition au risque de change. Puisque nos produits des activités ordinaires ne sont pas couverts en totalité, il n'est pas possible d'offrir une couverture parfaite contre les incidences des fluctuations des taux de change, qui se font par conséquent partiellement ressentir sur l'état consolidé du résultat net.

Nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos produits des activités ordinaires futurs des risques de volatilité du taux de change entre le dollar canadien et les monnaies étrangères. Nous couvrons une partie des produits des activités ordinaires de façon à ce que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. En ce qui concerne le solde des produits des activités ordinaires futurs prévus, nos activités au Canada restent exposées aux variations de la valeur du dollar canadien.

Afin de réduire la variabilité de certains coûts comptabilisés en livres sterling et en euros, nous effectuons également des transactions de couverture de coûts libellés en monnaies étrangères de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

5. MESURES HORS PCGR ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information complémentaire utile et peuvent ne pas avoir une signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures similaires qu'utilisent d'autres sociétés.

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR par laquelle nous évaluons et contrôlons combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau d'ensemble de l'entreprise, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs fiscaux, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations relatives aux redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Pour voir d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

Carnet de commandes

La valeur des commandes engagées est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour le secteur Simulation et formation – Civil, nous considérons qu'une commande fait partie des commandes engagées dès l'instant où nous avons signé avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties, et prenons en compte la valeur des produits des activités ordinaires attendus. Les produits des activités ordinaires provenant des clients avec des contrats de formation à court et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'une commande fait partie des commandes engagées dès l'instant où nous avons signé avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période et certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un contrat dans les commandes engagées que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;

- Pour le secteur Santé, une commande est habituellement convertie en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des commandes correspond aux produits des activités ordinaires, et celles-ci ne sont donc pas reflétées dans le carnet de commandes.

Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées tel que décrite ci-dessus.

Les commandes non financées sont une mesure hors PCGR qui représente les commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Nous tenons compte des options négociées non exercées dont la probabilité d'exercice est, à notre avis, élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée.

Le carnet de commandes total comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises et les commandes non financées.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

Dépenses d'investissement en immobilisations (maintenance et croissance)

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

Dettes nettes

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Le ratio dette nette/capital correspond à la dette nette divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent à la trésorerie nette dégagée des activités opérationnelles maintenues, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et à laquelle est ajouté le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que les actifs détenus en vue de la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et des passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente).

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont une mesure financière que nous utilisons pour évaluer les dépenses directement attribuables aux activités de recherche et de développement que nous avons comptabilisées en charges au cours de la période, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des contributions gouvernementales.

Marge brute

La marge brute est une mesure hors PCGR qui correspond au résultat opérationnel des activités poursuivies dont sont déduits les frais de recherche et de développement, les frais de vente, généraux et d'administration, le montant net des autres (profits) pertes et la quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence.

Nombre équivalent de simulateurs

Le nombre équivalent de simulateurs (NES) est une mesure opérationnelle qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Rendement du capital utilisé

Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les intérêts débiteurs, nets d'impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est une mesure hors PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières et structures fiscales. Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises et de secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

Résultat opérationnel sectoriel

Le résultat opérationnel sectoriel (ROS) est une mesure hors PCGR et la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Il donne une bonne indication de la rentabilité individuelle des secteurs, puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le ROS correspond au résultat opérationnel sectoriel, compte tenu de la quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence, mais abstraction faite du montant net des charges financières, de l'impôt sur le résultat et des autres éléments non précisément liés à la performance du secteur.

Taux d'utilisation

Le taux d'utilisation est une mesure opérationnelle que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de formation fondée sur la simulation. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

6. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

6.1 Résultat opérationnel – troisième trimestre de l'exercice 2015

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	T3-2015	T2-2015	T1-2015	T4-2014	T3-2014
Produits des activités ordinaires	559,1	529,4	526,2	575,7	503,9 \$
Coût des ventes	410,1	393,2	389,7	415,7	363,3 \$
Marge brute ²	149,0	136,2	136,5	160,0	140,6 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	26,6	25,7	25,9	27,8	27,9 %
Frais de recherche et de développement ²	13,6	16,6	14,4	19,5	16,0 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	70,8	60,5	63,9	70,0	61,9 \$
Autres profits – montant net	(10,7)	(0,2)	(3,8)	(8,1)	(2,2) \$
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	(7,6)	(13,5)	(9,7)	(8,1)	(11,5) \$
Résultat opérationnel ² des activités poursuivies	82,9	72,8	71,7	86,7	76,4 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	14,8	13,8	13,6	15,1	15,2 %
Produits financiers	(3,3)	(2,1)	(2,1)	(2,3)	(2,3) \$
Charges financières	21,1	20,4	18,6	18,7	21,0 \$
Charges financières – montant net	17,8	18,3	16,5	16,4	18,7 \$
Résultat avant impôt sur le résultat et activités abandonnées	65,1	54,5	55,2	70,3	57,7 \$
Charge d'impôt sur le résultat	13,1	12,9	11,6	10,5	10,7 \$
<i>En pourcentage du résultat avant impôt et activités abandonnées (taux d'imposition)</i>	20	24	21	15	19 %
Résultat lié aux activités poursuivies	52,0	41,6	43,6	59,8	47,0 \$
Résultat lié aux activités abandonnées	0,9	0,9	(2,0)	0,1	0,6 \$
Résultat net	52,9	42,5	41,6	59,9	47,6 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	52,1	42,0	43,8	59,9	45,5 \$
Activités abandonnées	0,9	0,9	(2,0)	0,1	0,6 \$
	53,0	42,9	41,8	60,0	46,1
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,1)	(0,4)	(0,2)	(0,1)	1,5 \$
	52,9	42,5	41,6	59,9	47,6 \$
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué – activités poursuivies	0,20	0,16	0,17	0,23	0,17 \$
De base et dilué – activités abandonnées	-	-	(0,01)	-	0,01 \$
	0,20	0,16	0,16	0,23	0,18 \$

Produits des activités ordinaires poursuivies en hausse de 6 % par rapport au trimestre précédent et de 11 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2014

Les produits des activités ordinaires poursuivies ont progressé de 29,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur Simulation et formation – Civil ont augmenté de 26,1 millions \$, soit 9 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires provenant de l'Europe découlant des taux accrus d'utilisation des simulateurs et de l'augmentation des niveaux de production de notre installation de production traduisant la progression des nouvelles commandes;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Défense et sécurité ont augmenté de 6,6 millions \$, soit 3 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires découlant d'une augmentation du niveau d'activité à l'égard des programmes européens et de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont diminué de 3,0 millions \$, soit 12 %, en raison de la baisse des produits des activités ordinaires tirés des solutions audiovisuelles découlant de l'exécution d'une importante commande au trimestre précédent ainsi que de la diminution des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients. La diminution a été neutralisée en partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs d'interventions et par l'incidence favorable des variations du change découlant de l'affermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien.

² Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5)

Les produits des activités ordinaires poursuivies ont augmenté de 55,2 millions \$ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2014. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur Simulation et formation – Civil ont augmenté de 40,0 millions \$, soit 14 %, principalement en raison de l'apport des simulateurs additionnels déployés dans notre réseau, de la hausse des niveaux de production de notre installation de production, de l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés de nos activités de placement de membres d'équipage et de la demande de formation accrue en Amérique du Nord. Les produits des activités ordinaires ont également bénéficié de l'incidence favorable des variations du change découlant de l'affermissement du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Défense et sécurité ont augmenté de 13,9 millions \$, soit 7 %, essentiellement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens et de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par le recul des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et asiatiques;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont augmenté de 1,3 million \$, soit 7 %, ce qui s'explique essentiellement par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des solutions audiovisuelles découlant en partie du lancement d'un nouveau produit, Replay, dont les livraisons se sont amorcées ce trimestre, et par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients. L'augmentation s'explique également par l'incidence favorable des variations du change traduisant l'affermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les produits des activités ordinaires poursuivies se sont établis à 1 614,7 millions \$, en hausse de 112,5 millions \$, soit 7 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur Simulation et formation – Civil ont augmenté de 73,8 millions \$, soit 9 %, principalement en raison de l'incidence favorable des variations du change découlant de l'affermissement du dollar américain, de l'euro et de la livre sterling par rapport au dollar canadien, de l'apport des simulateurs additionnels déployés dans notre réseau, de la demande de formation accrue en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et en Asie ainsi que de l'augmentation des niveaux de production de notre installation de production;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Défense et sécurité ont augmenté de 31,0 millions \$, soit 5 %, essentiellement en raison de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger et de la progression des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens. La hausse a été neutralisée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains découlant du niveau d'activité accru à l'égard des programmes en voie d'achèvement à l'exercice précédent;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont augmenté de 7,7 millions \$, soit 13 %, ce qui s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients, en grande partie grâce à notre nouveau simulateur maternel/fœtal, par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des solutions audiovisuelles en raison de la progression du nombre de systèmes livrés et du lancement de nouveaux produits ainsi que par l'incidence favorable des variations du change découlant de l'affermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Résultat opérationnel des activités poursuivies en hausse de 10,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 6,5 millions \$ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2014

Le résultat opérationnel des activités poursuivies s'est établi à 82,9 millions \$ ce trimestre, soit 14,8 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 72,8 millions \$, soit 13,8 % des produits des activités ordinaires au trimestre précédent et à 76,4 millions \$, soit 15,2 % des produits des activités ordinaires, au troisième trimestre de l'exercice 2014.

Le résultat opérationnel a augmenté de 14 % par rapport au trimestre précédent. La hausse de 8,4 millions \$ du résultat opérationnel sectoriel³ du secteur Simulation et formation – Civil et celle de 3,0 millions \$ du résultat opérationnel sectoriel du secteur Défense et sécurité ont été neutralisées en partie par la baisse de 1,3 million \$ du résultat opérationnel sectoriel du secteur Santé.

Le résultat opérationnel a augmenté de 9 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2014. L'augmentation de 8,6 millions \$ du résultat opérationnel sectoriel du secteur Simulation et formation – Civil et celle de 0,3 million \$ du résultat opérationnel sectoriel du secteur Santé ont été neutralisées en partie par la diminution de 2,4 millions \$ du résultat opérationnel sectoriel du secteur Défense et sécurité.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015, le résultat opérationnel s'est établi à 227,4 millions \$, en hausse de 24,8 millions \$, soit 12 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse de 26,9 millions \$ du résultat opérationnel sectoriel du secteur Simulation et formation – Civil et celle de 1,6 million \$ du résultat opérationnel sectoriel du secteur Santé ont été neutralisées en partie par la baisse de 3,7 millions \$ du résultat opérationnel sectoriel du secteur Défense et sécurité.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Montant net des charges financières en baisse de 0,5 million \$ par rapport au trimestre précédent et de 0,9 million \$ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2014

Le montant net des charges financières a diminué par rapport au trimestre précédent. La hausse du produit d'intérêt a été neutralisée en partie par l'augmentation des charges financières liées aux obligations relatives aux redevances.

La baisse par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2014 s'explique essentiellement par l'augmentation du produit d'intérêt, neutralisée en partie par la hausse des charges financières découlant de la hausse des obligations de R-D.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015, le montant net des charges financières s'est établi à 52,6 millions \$, en baisse de 1,9 million \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le recul des charges financières liées aux obligations relatives aux redevances et la hausse du produit d'intérêt ont été neutralisés en partie par la progression des charges financières liées à la hausse des obligations de R-D.

³ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5)

Taux d'imposition de 20 % ce trimestre

Pour ce trimestre, l'impôt sur le résultat s'est chiffré à 13,1 millions \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 20 %, comparativement à 24 % au trimestre précédent et à 19 % au troisième trimestre de l'exercice 2014. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015, l'impôt sur le résultat a atteint 37,6 millions \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 22 %, comparativement à 12 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

La diminution du taux d'imposition pour le trimestre comparativement au trimestre précédent est principalement attribuable à un profit sur la cession partielle de certaines participations dans des investissements et à un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

L'augmentation du taux d'imposition pour le trimestre comparativement au troisième trimestre de l'exercice 2014 est principalement attribuable à un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

L'augmentation du taux d'imposition pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent est principalement attribuable à une décision favorable rendue par la Cour d'appel fédérale du Canada l'an dernier à l'égard du traitement fiscal de l'amortissement et de la vente de simulateurs au Canada.

6.2 Résultat des activités abandonnées

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2015, nous avons décidé de vendre notre entreprise du secteur minier (CAE Mines), qui était prise en compte dans l'ancien secteur Nouveaux marchés principaux, afin de concentrer nos ressources et nos investissements en capital dans des occasions de croissance ciblées pour nos trois autres secteurs principaux : Simulation et formation – Civil, Défense et sécurité, et Santé. CAE Mines livre des produits et des services dans l'ensemble de la chaîne de valeur minière. Conformément aux exigences d'IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, les produits des activités ordinaires et les charges liés à CAE Mines ont été classés et présentés séparément en tant qu'activités abandonnées dans nos états financiers consolidés intermédiaires non audités, et les résultats des exercices antérieurs ont été retraités en conséquence.

Les produits des activités ordinaires tirés de CAE Mines se sont établis à 9,0 millions \$ ce trimestre, ce qui est stable par rapport au trimestre précédent et représente une baisse de 0,7 million \$, soit 7 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2014. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015, les produits des activités ordinaires se sont établis à 26,3 millions \$, en baisse de 3,0 millions \$, soit 10 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Le résultat des activités abandonnées a été un bénéfice de 0,9 million \$ ce trimestre, comparativement à 0,9 million \$ au trimestre précédent et à 0,6 million \$ au troisième trimestre de l'exercice 2014.

Le résultat des activités abandonnées est demeuré stable par rapport au trimestre précédent. La progression par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent s'explique essentiellement par l'incidence favorable des variations du change et la diminution de la dotation aux amortissements, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par la diminution susmentionnée des produits des activités ordinaires.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015, le résultat des activités abandonnées a été une perte de 0,2 million \$, comparativement à un bénéfice de 1,6 million \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le fléchissement s'explique essentiellement par la diminution des produits des activités ordinaires et par l'évaluation à la juste valeur de certains actifs détenus en vue de la vente, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par l'incidence favorable des variations du change et par la diminution de la dotation aux amortissements.

6.3 Prises de commandes consolidées et carnet de commandes total

La valeur de notre carnet de commandes consolidé total était de 4 968,0 millions \$ à la fin du trimestre écoulé. De nouvelles commandes de 673,4 millions \$ ont été ajoutées ce trimestre, neutralisées en partie par les produits des activités ordinaires de 559,1 millions \$ tirés de nos commandes engagées. L'ajustement de 4,9 millions \$ s'explique essentiellement par l'annulation d'une commande de services dans notre secteur Simulation et formation – Civil et par la réévaluation de certains contrats du secteur Défense et sécurité, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par l'incidence favorable des variations du change. Notre carnet de commandes des coentreprises⁴ s'est établi à 393,5 millions \$ et nos commandes non financées⁴, à 382,1 millions \$.

Carnet de commandes en hausse de 3 % par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2014	Période de neuf mois close le 31 décembre 2014
Commandes engagées en début de période	4 083,0 \$	4 205,6 \$
+ commandes	673,4	1 696,1
- produits des activités ordinaires	(559,1)	(1 614,7)
+/- ajustements	(4,9)	(94,6)
Commandes engagées en fin de période	4 192,4 \$	4 192,4 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	393,5	393,5
Commandes non financées	382,1	382,1
Carnet de commandes total	4 968,0 \$	4 968,0 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,20. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,03.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

⁴ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5)

7. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Durant le premier trimestre de l'exercice 2015, nous avons modifié nos secteurs opérationnels. Cette décision découle des changements apportés à la structure organisationnelle en vue de faire correspondre nos secteurs opérationnels et notre approche commerciale articulée sur des solutions intégrées. Cette information reflète la façon dont la direction mesure la rentabilité et la performance ainsi que notre méthode d'attribution des ressources. En conséquence, nous sommes d'avis que l'information présentée est plus pertinente puisqu'elle correspond mieux à la façon dont les opérations sont gérées à l'interne.

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre trois secteurs :

- Simulation et formation – Civil;
- Défense et sécurité;
- Santé.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

À moins d'indication contraire, les éléments d'analyse de nos produits des activités ordinaires et de notre résultat opérationnel sectoriel sont présentés en ordre de grandeur.

PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT

Résultat opérationnel sectoriel

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T3-2015	T2-2015	T1-2015	T4-2014	T3-2014
Simulation et formation – Civil	53,8	45,4	49,5	58,0	45,2 \$
	16,7	15,3	16,0	17,9	16,0 %
Défense et sécurité	28,6	25,6	21,9	28,0	31,0 \$
	13,3	12,2	11,1	12,2	15,4 %
Santé	0,5	1,8	0,3	0,7	0,2 \$
	2,3	7,4	1,5	3,2	1,0 %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) total	82,9	72,8	71,7	86,7	76,4 \$

Capital utilisé⁵

<i>(montants en millions)</i>	T3-2015	T2-2015	T1-2015	T4-2014	T3-2014
Simulation et formation – Civil	1 887,7	1 879,4	1 795,8	1 776,3	1 665,2 \$
Défense et sécurité	661,8	619,6	590,4	567,3	576,7 \$
Santé*	191,4	188,7	181,1	181,6	175,5 \$
	2 740,9	2 687,7	2 567,3	2 525,2	2 417,4 \$

* Les chiffres des périodes comparatives ne tiennent pas compte des actifs nets des activités abandonnées.

⁵ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5)

7.1 Simulation et formation – Civil

EXPANSIONS ET NOUVELLES INITIATIVES DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2015

Expansions

- Nous avons annoncé la conclusion d'une entente de coentreprise avec Shanghai Eastern Flight Training Co., Ltd (SEFTC), filiale de China Eastern Airlines, dans le cadre de laquelle nous formerons plus de 650 élèves-pilotes au cours des cinq prochaines années;
- Nous avons annoncé la prochaine étape de l'expansion de notre réseau de formation au Moyen-Orient, où nous déploierons plusieurs FFS au cours des 18 prochains mois, notamment pour le Dassault Falcon 5X, le Boeing 747-8, le Boeing 787 et les plateformes de Bombardier, de Gulfstream, de Bell et de Sikorsky. Dans le cadre de cette expansion, notre coentreprise Emirates-CAE Flight Training (ECFT) doublera la capacité de formation des pilotes fondée sur la simulation de sa deuxième installation de formation à Dubai;
- Nous avons annoncé l'ouverture d'un nouveau centre de formation pour l'aviation d'affaires situé près de Dallas Fort Worth aux États-Unis et ajouté de nouveaux programmes de formation de pilotes à notre installation existante de Dallas. Il s'agit du plus grand campus de formation au monde avec ses 40 simulateurs, 114 salles de classe et 80 salles de briefing;
- Nous avons annoncé l'ajout du jet d'affaires Bombardier Challenger 350 à notre réseau de fournisseur de services de formation autorisé (ATP), qui offre des services de formation au vol et de formation technique par l'intermédiaire de nos instructeurs, de notre infrastructure et de nos simulateurs;
- Nous avons annoncé que nous offrons maintenant les programmes de formation au pilotage et à la maintenance pour les avions Bombardier Global Express et Global Express XRS dans notre centre de New York, situé à Morristown (États-Unis).

Nouveaux programmes et produits

- Notre coentreprise ECFT a annoncé, avec flydubai, qu'elle fournira un programme de formation représentant une occasion pour les pilotes professionnels ayant peu d'heures de vol d'accumuler le nombre d'heures de vol requis et d'obtenir une qualification de type.

COMMANDES

Le secteur Simulation et formation – Civil a obtenu ce trimestre des contrats devant générer des produits des activités ordinaires futurs de 451,5 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 18 FFS.

Contrats portant sur la fourniture de FFS obtenus au cours du trimestre :

- Cinq FFS, à savoir trois Airbus A320 NEO, un Airbus A330-200 et un Boeing 737-700, à Shanghai Eastern Flight Training Centre;
- Un FFS Bombardier Challenger 604 à Cobham Aviation Services Australia;
- Un FFS Airbus A320 à Uzbekistan Airways;
- Deux FFS, à savoir un Boeing 737-800W et un Gulfstream 650, à ECFT, coentreprise d'Emirates Airlines et de CAE;
- Deux FFS Boeing 737NG à Ryanair;
- Sept FFS à des clients dont l'identité demeure confidentielle.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2014, le secteur civil a enregistré des commandes portant sur la fourniture de 31 FFS.

Autres principaux contrats obtenus au cours du trimestre :

- Le renouvellement d'une entente d'impartition de services de formation à long terme avec Iberia;
- Un contrat à long terme avec Jetstar Hong Kong Airways Limited pour des services de formation des pilotes;
- Un renouvellement de contrat à long terme avec Jetstar Pacific Airlines Joint Stock Aviation Company pour des services de formation des pilotes;
- Un nouveau contrat à long terme avec Elit'Avia pour des services de formation des pilotes;
- Un renouvellement de contrat à long terme avec Turkish Airlines pour des services de formation des pilotes;
- Un renouvellement de contrat à long terme avec Journey Aviation pour des services de formation des pilotes;
- Un nouveau contrat à long terme avec Compass Airlines pour des services de formation sur l'appareil ERJ170.

Résultats financiers

(montants en millions, sauf les marges opérationnelles, les unités NES, les FFS déployés et le taux d'utilisation)

	T3-2015	T2-2015	T1-2015	T4-2014	T3-2014
Produits des activités ordinaires	322,1	296,0	308,9	323,5	282,1 \$
Résultat opérationnel sectoriel	53,8	45,4	49,5	58,0	45,2 \$
Marges opérationnelles	16,7	15,3	16,0	17,9	16,0 %
Dotation aux amortissements	31,0	29,5	28,8	29,3	26,6 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	25,1	28,5	28,3	57,0	32,0 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	11,5	9,3	11,0	12,0	8,4 \$
Capital utilisé	1 887,7	1 879,4	1 795,8	1 776,3	1 665,2 \$
Carnet de commandes total	2 586,1	2 415,9	2 414,7	2 424,8	2 377,3 \$
Unités NES ⁶	200	196	192	194	190
FFS déployés	246	245	241	239	238
Taux d'utilisation ⁶	68	62	72	71	69 %

Produits des activités ordinaires en hausse de 9 % par rapport au trimestre précédent et de 14 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2014

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par l'augmentation des produits des activités ordinaires provenant de l'Europe découlant des taux d'utilisation de simulateurs plus élevés et de la hausse des niveaux de production de notre installation de production traduisant la progression des nouvelles commandes.

La hausse par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2014 s'explique essentiellement par l'apport des simulateurs additionnels déployés dans notre réseau de même que par la hausse des niveaux de production de notre installation de production, des produits des activités ordinaires tirés de nos activités de placement de membres d'équipage et de la demande de formation en Amérique du Nord. Les produits des activités ordinaires ont également bénéficié de l'incidence favorable des variations du change découlant de l'affermissement du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 927,0 millions \$, en hausse de 73,8 millions \$, soit 9 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse traduit essentiellement l'incidence favorable des variations du change découlant de l'affermissement du dollar américain, de l'euro et de la livre sterling par rapport au dollar canadien, l'apport des simulateurs additionnels déployés dans notre réseau, la demande de formation accrue en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et en Asie ainsi que la hausse des niveaux de production de notre installation de production.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 19 % par rapport au trimestre précédent et de 19 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2014

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 53,8 millions \$ (16,7 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 45,4 millions \$ (15,3 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 45,2 millions \$ (16,0 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre de l'exercice 2014.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 8,4 millions \$, soit 19 %, par rapport au trimestre précédent. L'augmentation est principalement attribuable aux taux d'utilisation accrus des simulateurs en Europe, aux profits sur la cession partielle de certaines participations dans des investissements et à la compensation au titre de la résiliation d'une entente de services avec un client. La hausse du résultat opérationnel sectoriel du trimestre découle également des charges comptabilisées au trimestre précédent au titre de la fermeture de notre centre de formation de Stavanger, en Norvège. L'augmentation a été neutralisée en partie par un résultat moins élevé pour une de nos coentreprises en raison de la comptabilisation d'un actif d'impôt différé au trimestre précédent.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 8,6 millions \$, soit 19 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2014. L'augmentation découle en grande partie des profits comptabilisés sur la cession partielle de certaines participations dans des investissements et de la compensation au titre de la résiliation d'une entente de services avec un client.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 148,7 millions \$ (16,0 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 26,9 millions \$, soit 22 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique essentiellement par la demande de formation accrue en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et en Asie, par l'apport des simulateurs additionnels déployés dans notre réseau et par un résultat plus élevé pour une de nos coentreprises en raison de la comptabilisation d'un actif d'impôt différé. La hausse découle également des profits sur la cession partielle de certaines participations dans des investissements et de la compensation au titre de la résiliation d'une entente de services avec un client, par la hausse des niveaux de production de notre installation de production et par l'incidence favorable des variations du change. L'augmentation a été neutralisée en partie par la réalisation de profits, au cours de l'exercice précédent, sur la cession d'actifs et à la reprise d'une provision liée à une acquisition, ainsi que par des charges relatives à la fermeture de notre centre de formation à Stavanger, en Norvège.

Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 25,1 millions \$ ce trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance se sont établies à 4,9 millions \$, et les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 20,2 millions \$ ce trimestre.

⁶ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5)

Capital utilisé en hausse de 8,3 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation du capital utilisé est d'abord et avant tout attribuable à la hausse des immobilisations corporelles essentiellement en raison des dépenses d'investissement en immobilisations et des variations du change, neutralisées en partie par la dotation aux amortissements. L'augmentation a été neutralisée en partie par la baisse de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie découlant essentiellement de la hausse des passifs au titre des contrats en cours et des dettes fournisseurs, neutralisée en partie par l'augmentation des créances clients.

Carnet de commandes total de 2 586,1 millions \$ à la fin du trimestre

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2014	Période de neuf mois close le 31 décembre 2014
Commandes engagées en début de période	2 169,2 \$	2 161,7 \$
+ commandes	451,5	1 114,3
- produits des activités ordinaires	(322,1)	(927,0)
+/- ajustements	3,1	(47,3)
Commandes engagées en fin de période	2 301,7 \$	2 301,7 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	284,4	284,4
Carnet de commandes total	2 586,1 \$	2 586,1 \$

Les ajustements apportés ce trimestre traduisent essentiellement l'incidence favorable des variations du change, neutralisée en partie par l'annulation d'une commande de services.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,40. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,17.

7.2 Secteur Défense et sécurité**EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2015****Expansions**

- Nous avons livré deux nouveaux dispositifs d'entraînement au vol T-44C pour la prestation de services d'entraînement des équipages du T-44C offerts par CAE à l'U.S. Navy et au Marine Corps dans le cadre d'un programme de services d'entraînement appartenant à l'entreprise et exploité par celle-ci à la base aéronavale de Corpus Christi;
- Nous offrons maintenant des services de soutien à la formation complets à la base de Townsville de la RAAF à la suite de la mise en service d'un deuxième simulateur de missions MRH90 par les Forces de défense australiennes.

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons lancé le système visuel CAE Medallion-6000 de prochaine génération, conçu pour offrir un environnement synthétique réaliste de haute performance adapté aux besoins du marché de la défense et de la sécurité.

COMMANDES

Le secteur Défense et sécurité a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 200,6 millions \$, notamment :

- Un contrat de la New Zealand Defence Force pour la mise à niveau des simulateurs SH-2G Super Seasprite ainsi que des services de soutien et de maintenance à long terme;
- Un contrat d'Airbus Defence and Space pour concevoir et fabriquer un FFS C295 pour les forces aériennes polonaises;
- Un contrat de l'agence du gouvernement allemand responsable du matériel, de la technologie de l'information et du soutien en service de la Bundeswehr en Allemagne pour la prolongation, jusqu'en 2021, des services de maintenance et de soutien fournis à l'école d'aviation de l'armée allemande à Bückeburg;
- Un contrat de l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAR-EA) pour l'analyse des besoins de formation de l'école technique franco-allemande pour l'hélicoptère Tigre, située à Fassberg (Allemagne);
- Un contrat avec Rotorsim pour la prolongation des services de maintenance et de soutien au centre de formation Rotorsim à Sesto Calende (Italie);
- Un contrat d'un client dont l'identité demeure confidentielle pour la conception et la livraison de mises à niveau et d'améliorations à un dispositif d'entraînement aux missions sur UAS Predator A/B;
- Un contrat de Lockheed Martin pour la conception et la construction d'un dispositif d'entraînement aux systèmes d'armes du KC-130J pour le Marine Corps des États-Unis;
- Un contrat d'un client dont l'identité demeure confidentielle pour la conception et la construction de composantes d'une gamme de simulateurs Alenia AerMacchi M-346 destinée à une force aérienne en Europe;
- Un contrat de Lockheed Martin pour doter le simulateur dynamique de poste de pilotage Merlin de la Royal Navy du système visuel CAE Medallion-6000 de prochaine génération.

Résultats financiers

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T3-2015	T2-2015	T1-2015	T4-2014	T3-2014
Produits des activités ordinaires	215,7	209,1	197,9	230,3	201,8 \$
Résultat opérationnel sectoriel	28,6	25,6	21,9	28,0	31,0 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	13,3	12,2	11,1	12,2	15,4 %
Dotation aux amortissements	14,2	14,1	12,2	12,2	11,4 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	2,4	6,5	10,5	8,0	4,6 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	3,0	5,8	4,8	6,0	3,7 \$
Capital utilisé	661,8	619,6	590,4	567,3	576,7 \$
Carnet de commandes total	2 381,9	2 397,0	2 516,8	2 580,0	2 585,7 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 3 % par rapport au trimestre précédent et de 7 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2014

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par l'augmentation des produits des activités ordinaires découlant d'une hausse du niveau d'activité à l'égard des programmes européens ainsi que l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains.

L'augmentation par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2014 découle en grande partie de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens ainsi que de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et asiatiques.

Les produits des activités ordinaires des neuf premiers mois de l'exercice se sont établis à 622,7 millions \$, en hausse de 31,0 millions \$, soit 5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation traduit essentiellement l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger et l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens. La hausse a été neutralisée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains en raison du niveau d'activité accru à l'égard des programmes en voie d'achèvement à l'exercice précédent.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 12 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 8 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2014

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 28,6 millions \$ (13,3 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 25,6 millions \$ (12,2 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 31,0 millions \$ (15,4 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre de l'exercice 2014.

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par l'augmentation de la marge à l'égard des programmes nord-américains, le fléchissement des frais de recherche et de développement, déduction faite de l'aide gouvernementale, la hausse du volume à l'égard des programmes européens et la progression des produits des activités ordinaires provenant de nos coentreprises, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par l'augmentation des frais de vente, généraux et d'administration.

La baisse par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2014 s'explique essentiellement par l'augmentation des frais de vente, généraux et d'administration et par la diminution des volumes à l'égard des programmes asiatiques, contrebalancées en partie par le fléchissement des frais de recherche et de développement, déduction faite de l'aide gouvernementale, par l'incidence favorable des variations du change et par la progression des marges à l'égard des programmes nord-américains.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 76,1 millions \$ (12,2 % des produits des activités ordinaires), en baisse de 3,7 millions \$, soit 5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse s'explique en grande partie par la diminution des volumes à l'égard des programmes nord-américains et par la baisse des produits des activités ordinaires provenant de nos coentreprises, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par l'incidence favorable des variations du change, la diminution des frais de recherche et de développement, déduction faite de l'aide gouvernementale, et l'augmentation des volumes à l'égard de nos programmes européens.

Capital utilisé en hausse de 42,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par l'augmentation de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie, laquelle traduit en grande partie la hausse des créances clients ainsi que le repli des dettes fournisseurs et des charges à payer, neutralisés en partie par l'augmentation des passifs au titre des contrats en cours.

Carnet de commandes total stable par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2014	Période de neuf mois close le 31 décembre 2014
Commandes engagées en début de période	1 913,8 \$	2 043,9 \$
+ commandes	200,6	516,8
- produits des activités ordinaires	(215,7)	(622,7)
+/- ajustements	(8,0)	(47,3)
Commandes engagées en fin de période	1 890,7 \$	1 890,7 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	109,1	109,1
Commandes non financées	382,1	382,1
Carnet de commandes total	2 381,9 \$	2 381,9 \$

Les ajustements apportés ce trimestre traduisent essentiellement la réévaluation de certains contrats, neutralisée en partie par l'incidence favorable des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,93. Pour les 12 derniers mois, il a été de 0,83.

Ce trimestre, des commandes non financées d'un montant de 6,1 millions \$ ont été transférées vers les commandes engagées et des commandes de 8,2 millions \$ ont été ajoutées aux commandes non financées.

7.3 Santé**EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2015****Expansions**

- Nous avons signé un contrat pour la livraison d'un centre de simulation en soins de santé complet doté de simulateurs de patients, de simulateurs d'interventions, de simulateurs d'échographie et de solutions audiovisuelles et offrant des services de formation et de soutien en Asie centrale;
- Nous avons signé des ententes avec de nouveaux distributeurs au Danemark, en Égypte, aux Philippines et en Tunisie.

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons prolongé de cinq ans notre partenariat avec le Centre d'apprentissage des attitudes et habiletés cliniques (CAAHC) de l'Université de Montréal; nous continuerons d'exploiter le centre de formation, d'offrir de la formation fondée sur la simulation et de créer des solutions innovatrices de simulation médicale;
- Nous avons introduit un module relatif à une patiente non enceinte permettant d'utiliser notre simulateur maternel/fœtal à titre de patiente en obstétrique et de patiente normale.

COMMANDES

Les ventes de CAE Santé ce trimestre comprennent ce qui suit :

- Onze simulateurs de patients ainsi que six simulateurs d'interventions et dispositifs de formation aux tâches d'échographie pour des hôpitaux publics en Chine;
- Deux simulateurs de patients pour un centre de formation de l'U.S. Air Force;
- Trois simulateurs d'échographie et un simulateur d'interventions pour une université publique au Canada.

Résultats financiers

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T3-2015	T2-2015	T1-2015	T4-2014	T3-2014
Produits des activités ordinaires	21,3	24,3	19,4	21,9	20,0 \$
Résultat opérationnel sectoriel	0,5	1,8	0,3	0,7	0,2 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	2,3	7,4	1,5	3,2	1,0 %
Dotations aux amortissements	3,3	3,2	3,2	3,1	2,9 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	0,5	0,8	0,9	0,5	0,6 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	0,7	0,8	2,3	2,5	3,2 \$
Capital utilisé	191,4	188,7	181,1	181,6	175,5 \$

Produits des activités ordinaires en baisse de 12 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 7 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2014

La diminution par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des solutions audiovisuelles en raison de l'exécution d'une commande importante au trimestre précédent et par le repli des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients. La baisse a été neutralisée en partie par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs d'interventions et par l'incidence favorable des variations du change découlant de l'affermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien.

L'augmentation par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2014 s'explique d'abord et avant tout par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des solutions audiovisuelles attribuable en partie au lancement d'un nouveau produit, Replay, dont les livraisons se sont amorcées ce trimestre, et par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients. L'augmentation s'explique également par l'incidence favorable des variations du change découlant de l'affermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 65,0 millions \$, en hausse de 7,7 millions \$, soit 13 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients, en grande partie grâce à notre nouveau simulateur maternel/foetal, par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des solutions audiovisuelles en raison d'une progression du nombre de systèmes livrés et du lancement de nouveaux produits ainsi que par l'incidence favorable des variations du change découlant de l'affermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien.

Résultat opérationnel sectoriel en baisse par rapport au trimestre précédent et en hausse par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2014

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 0,5 million \$ (2,3 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 1,8 million \$ (7,4 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 0,2 million \$ (1,0 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre de l'exercice 2014.

Le fléchissement par rapport au trimestre précédent s'explique d'abord et avant tout par la diminution susmentionnée des produits des activités ordinaires.

La hausse par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2014 découle essentiellement de l'augmentation des produits des activités ordinaires, neutralisée en partie par la dotation accrue aux amortissements des frais de R-D inscrits à l'actif.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 2,6 millions \$ (4,0 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 1,6 million \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation découle en grande partie de la hausse des produits des activités ordinaires, neutralisée en partie par la dotation accrue aux amortissements des frais de R-D inscrits à l'actif.

Capital utilisé en hausse de 2,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique d'abord et avant tout par la hausse des immobilisations incorporelles en raison des variations du change et de la progression des acomptes et des stocks, facteurs neutralisés en partie par la diminution des créances clients et par l'augmentation des dettes fournisseurs et des charges à payer.

8. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, notamment le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

8.1 Mouvements de trésorerie consolidés

<i>(montants en millions)</i>	31 décembre		Trimestres clos les 30 septembre	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2014	2013	2014	2014	2013
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies*	82,0 \$	50,1 \$	69,2 \$	236,7 \$	197,9 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	9,5	(32,4)	(55,5)	(128,7)	(49,5)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies	91,5 \$	17,7 \$	13,7 \$	108,0 \$	148,4 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ⁷	(6,1)	(14,4)	(17,6)	(37,0)	(31,0)
Autres actifs	(3,8)	(5,6)	(3,1)	(10,6)	(18,5)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	0,6	0,5	0,5	1,5	6,9
(Paiements nets versés aux) produit net tiré des participations mises en équivalence	(0,9)	0,4	0,1	(3,3)	2,4
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	0,7	-	1,1	7,7	14,2
Dividendes versés	(12,0)	(10,6)	(11,8)	(34,3)	(30,2)
Flux de trésorerie disponibles ⁷ des activités poursuivies	70,0 \$	(12,0) \$	(17,1) \$	32,0 \$	92,2 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance ⁷	(21,9)	(22,8)	(18,2)	(66,5)	(60,5)
Frais de développement inscrits à l'actif	(9,5)	(10,8)	(9,2)	(31,6)	(30,6)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	5,9	1,0	0,6	11,9	(10,4)
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	-	(2,9)	-	(2,0)	(3,3)
Produit tiré de la cession partielle de participations dans des investissements, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie cédés	10,1	-	-	10,1	-
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	1,6	8,9	3,4	(2,6)	13,3
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	56,2 \$	(38,6) \$	(40,5) \$	(48,7) \$	0,7 \$

* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

Flux de trésorerie disponibles positifs de 70,0 millions \$ ce trimestre

L'augmentation par rapport au trimestre précédent traduit essentiellement les variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie, la hausse des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies et la baisse des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance.

La hausse par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2014 s'explique d'abord et avant tout par les variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie et par la hausse des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les flux de trésorerie se sont établis à un montant positif de 32,0 millions \$, en baisse de 60,2 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le recul s'explique essentiellement par les variations défavorables du fonds de roulement hors trésorerie, la diminution des dividendes reçus des participations mises en équivalence et l'augmentation des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par la hausse des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies.

⁷ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5)

Dépenses d'investissement en immobilisations de 28,0 millions \$ ce trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 21,9 millions \$ ce trimestre et à 66,5 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice. Nos décisions en matière de répartition du capital de croissance sont tributaires du marché et visent à satisfaire aux exigences de nos clients existants et de nos nouveaux clients. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 6,1 millions \$ ce trimestre et 37,0 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice.

9. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE**9.1 Capital utilisé consolidé**

<i>(montants en millions)</i>	31 décembre 2014	30 septembre 2014	31 mars 2014
Utilisation du capital :			
Actifs courants	1 466,3 \$	1 407,9 \$	1 350,8 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(263,6)	(277,8)	(312,3)
Déduire : actifs après déduction des passifs détenus en vue de la vente	(47,5)	(45,6)	-
Passifs courants	(951,4)	(888,7)	(964,5)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	51,5	51,5	50,6
Fonds de roulement hors trésorerie ⁸	255,3 \$	247,3 \$	124,6 \$
Actifs après déduction des passifs détenus en vue de la vente	47,5	45,6	-
Immobilisations corporelles	1 380,3	1 364,5	1 341,2
Autres actifs non courants	1 548,7	1 520,7	1 544,7
Autres passifs non courants	(694,2)	(676,3)	(672,1)
Total du capital utilisé	2 537,6 \$	2 501,8 \$	2 338,4 \$
Provenance du capital :			
Partie courante de la dette à long terme	51,5 \$	51,5 \$	50,6 \$
Dette à long terme	1 183,8	1 224,8	1 117,9
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(263,6)	(277,8)	(312,3)
Dette nette ⁸	971,7 \$	998,5 \$	856,2 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	1 520,9	1 459,0	1 441,6
Participations ne donnant pas le contrôle	45,0	44,3	40,6
Provenance du capital	2 537,6 \$	2 501,8 \$	2 338,4 \$

Capital utilisé en hausse de 35,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse est principalement attribuable à l'augmentation des autres actifs non courants, des immobilisations corporelles et du fonds de roulement hors trésorerie, neutralisée en partie par l'augmentation des autres passifs non courants et par l'incidence nette de la cession partielle de certaines participations dans des investissements.

Notre rendement du capital utilisé⁸ (RCU) a été de 10,5 % pour le trimestre, comparativement à 10,7 % pour le trimestre précédent.

Fonds de roulement hors trésorerie en hausse de 8,0 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse découle essentiellement de l'augmentation des créances clients, neutralisée en partie par la hausse des passifs au titre des contrats en cours et le fléchissement des actifs au titre des contrats en cours.

Montant net des immobilisations corporelles en hausse de 15,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse s'explique essentiellement par les dépenses d'investissement en immobilisations et les variations du change, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par la dotation aux amortissements et par la diminution découlant de la cession partielle d'une participation dans une filiale.

Autres actifs non courants en hausse de 28,0 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse s'explique essentiellement par l'accroissement de l'investissement dans les participations mises en équivalence à la suite de la cession partielle d'une participation dans une filiale ayant donné lieu à la création d'une nouvelle coentreprise et de l'augmentation des autres actifs découlant de la hausse des crédits d'impôt à l'investissement à recevoir.

Autres passifs non courants en hausse de 17,9 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse s'explique essentiellement par l'augmentation des passifs d'impôt différé et des obligations au titre des avantages du personnel découlant de l'évolution de la conjoncture du marché.

⁸ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5)

Variation de la dette nette

<i>(montants en millions, sauf le ratio dette nette/capital)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2014	Période de neuf mois close le 31 décembre 2014
Dette nette en début de période	998,5 \$	856,2 \$
Solde d'ouverture de la trésorerie reliée aux activités abandonnées	-	7,7 \$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	(56,2)	48,7
Incidence des fluctuations des taux de change sur la dette à long terme	25,5	32,1
Variation nette de contrats de location-financement	(0,5)	17,8
Autres	4,4	9,2
(Diminution) augmentation de la dette nette pour la période	(26,8) \$	115,5 \$
Dette nette en fin de période	971,7 \$	971,7 \$
Ratio dette nette/capital ⁹	38,3 %	

Nous disposons de marges de crédit à taux variable consenties dans chaque cas par un consortium de prêteurs. Ces facilités de crédit nous permettent, ainsi qu'à certaines de nos filiales, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins opérationnels et les besoins généraux, et d'émettre des lettres de crédit et des garanties bancaires.

Nous avons également une entente en vertu de laquelle nous vendons certaines de nos créances clients et certains de nos actifs au titre des contrats en cours (programme d'actifs financiers courants) à des tiers pour une contrepartie en trésorerie d'au plus 150,0 millions \$.

Nous avons certains accords relatifs à la dette qui exigent le maintien d'un certain niveau de capital. Au 31 décembre 2014, nous respectons toutes nos clauses restrictives de nature financière.

En juillet 2014, nous avons conclu un contrat de location-financement visant un immeuble qui abrite le CAE Brunei Multi-Purpose Training Centre. L'obligation relative à ce contrat de location-financement s'établit à 18,5 millions \$ au 31 décembre 2014.

En décembre 2014, nous avons modifié la facilité de financement relative à certains de nos établissements en Inde de manière à en repousser l'échéance de janvier 2015 à janvier 2020, sans en modifier les modalités et conditions.

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus procurent une souplesse suffisante à nos activités et nous permettent de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

Total des capitaux propres en hausse de 62,6 millions \$ pour le trimestre

La hausse des capitaux propres découle en grande partie du résultat net de 52,9 millions \$ et de l'incidence favorable des variations du change de 16,9 millions \$, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par des dividendes de 12,0 millions \$.

Informations sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 31 décembre 2014, nous avons au total 266 378 550 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 551,5 millions \$.

Au 31 janvier 2015, nous avons un total de 266 398 159 actions ordinaires émises et en circulation.

10. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

En janvier 2015, nous avons signé un accord portant sur l'acquisition de la division Formation à l'aviation militaire de Bombardier pour une valeur d'environ 19,8 millions \$. Cette transaction, qui est assujettie aux conditions de clôture habituelles et à l'approbation des autorités de réglementation, devrait se conclure au cours de l'année civile 2015.

⁹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5)

11. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Modifications de méthodes comptables

Secteurs opérationnels

Nous avons modifié nos secteurs opérationnels le 1^{er} avril 2014. Nos anciens secteurs Formation et services associés – Civil et Produits de simulation – Civil ont été regroupés de manière à former le secteur Simulation et formation – Civil, tout comme l'ont été nos anciens secteurs Formation et services associés – Militaire et Produits de simulation – Militaire de manière à former le secteur Défense et sécurité. Ces regroupements découlent des changements apportés à la structure organisationnelle en vue de faire correspondre nos secteurs opérationnels à notre approche commerciale articulée sur des solutions intégrées. De plus, l'ancien secteur Nouveaux marchés principaux a été renommé le secteur Santé, à la suite de notre décision de vendre notre entreprise du secteur minier, comme l'explique la note annexe 3 de nos états financiers consolidés intermédiaires. Cette information reflète la façon dont la direction mesure la rentabilité et la performance ainsi que notre méthode d'attribution des ressources. En conséquence, nous sommes d'avis que l'information présentée est plus pertinente puisqu'elle correspond mieux à la façon dont les opérations sont gérées à l'interne. Cette modification a été apportée sur une base rétrospective, conformément à IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*. Cette modification n'a eu aucune incidence sur les résultats dans les états financiers consolidés. L'information relative aux secteurs opérationnels a été retraitée afin d'être conforme aux nouveaux secteurs opérationnels, comme l'explique la note annexe 13 de nos états financiers consolidés intermédiaires.

Nouvelles normes et modifications adoptées

Les modifications aux IFRS qui s'appliquent pour l'exercice 2015 n'ont aucune incidence importante sur nos états financiers consolidés.

Nouvelles normes et modifications non encore adoptées

Avantages du personnel

En novembre 2013, l'IASB a modifié IAS 19, *Avantages du personnel*. La modification clarifie la comptabilisation des cotisations des employés ou de tierces parties aux régimes à prestations définies. La modification s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2014, et son application anticipée est autorisée. Nous évaluons actuellement l'incidence de la modification sur nos états financiers consolidés.

Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, en remplacement d'IAS 11, *Contrats de construction*, et d'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que les interprétations sur la constatation des produits des activités ordinaires connexes : IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*, IFRIC 15, *Contrats de construction de biens immobiliers*, IFRIC 18, *Transferts d'actifs provenant de clients*, et SIC 31, *Produits des activités ordinaires – Opérations de troc impliquant des services de publicité*. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017, son adoption anticipée est toutefois autorisée. Nous évaluons présentement l'incidence de cette norme sur nos états financiers consolidés.

Instrument financiers

L'IASB a publié antérieurement des versions d'IFRS 9, *Instrument financiers*, qui ont introduit de nouvelles exigences de classement et d'évaluation en 2009 et en 2010 ainsi qu'un nouveau modèle de comptabilité de couverture en 2013. En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9, *Instrument financiers*, qui remplace les versions antérieures publiées d'IFRS 9 et complète le projet de l'IASB de remplacer IAS 39, *Instrument financiers : Comptabilisation et évaluation*. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018; l'application anticipée étant toutefois autorisée. Nous évaluons actuellement l'incidence de cette norme sur nos états financiers consolidés.

12. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2015, nous avons adopté le nouveau cadre de référence de contrôle interne publié en 2013 par le Committee of Sponsoring Organizations (COSO) de la Treadway Commission. L'adoption du nouveau cadre n'a pas eu d'incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Au cours du troisième trimestre clos le 31 décembre 2014, la Société n'a pas apporté de modifications importantes à ses contrôles internes ou à d'autres facteurs susceptibles d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes, ni pris de mesures correctives importantes à leur égard. Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société évaluent périodiquement l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société chaque trimestre. À la clôture du troisième trimestre, le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société étaient satisfaits de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société.

13. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(non auditées)

(montants en millions, sauf les montants par action et les taux de change)

	T1	T2	T3	T4	Cumul annuel
Exercice 2015					
Produits des activités ordinaires	526,2	529,4	559,1	1)	1 614,7 \$
Résultat net	41,6	42,5	52,9	1)	137,0 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	43,8	42,0	52,1	1)	137,9 \$
Activités abandonnées	(2,0)	0,9	0,9	1)	(0,2) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,2)	(0,4)	(0,1)	1)	(0,7) \$
Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,16	0,16	0,20	1)	0,52 \$
Activités poursuivies	0,17	0,16	0,20	1)	0,52 \$
Activités abandonnées	(0,01)	-	-	1)	- \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	263,9	264,7	265,5	1)	264,7
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	265,0	265,6	266,4	1)	265,5
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,09	1,09	1,14	1)	1,10
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,50	1,44	1,42	1)	1,45
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,84	1,82	1,80	1)	1,82
Exercice 2014					
					Total
Produits des activités ordinaires	520,1	478,2	503,9	575,7	2 077,9 \$
Résultat net	45,4	38,2	47,6	59,9	191,1 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	44,7	38,2	45,5	59,9	188,3 \$
Activités abandonnées	0,9	0,1	0,6	0,1	1,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,2)	(0,1)	1,5	(0,1)	1,1 \$
Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,18	0,15	0,18	0,23	0,73 \$
Activités poursuivies	0,17	0,15	0,17	0,23	0,72 \$
Activités abandonnées	0,01	-	0,01	-	0,01 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	260,2	261,0	261,5	262,7	261,3
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	260,2	261,5	262,3	264,0	261,9
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,02	1,04	1,05	1,10	1,05
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,34	1,38	1,43	1,51	1,41
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,57	1,61	1,70	1,83	1,68
Exercice 2013					
					Total
Produits des activités ordinaires	451,6	496,6	490,2	555,3	1 993,7 \$
Résultat net	21,9	35,9	37,2	45,7	140,7 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	20,4	35,0	36,2	42,7	134,3 \$
Activités abandonnées	1,1	0,6	1,3	0,4	3,4 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,4	0,3	(0,3)	2,6	3,0 \$
Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,08	0,14	0,14	0,17	0,53 \$
Activités poursuivies	0,08	0,14	0,14	0,17	0,52 \$
Activités abandonnées	-	-	-	-	0,01 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	258,4	258,7	259,2	259,7	259,0
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	258,6	259,0	259,5	260,2	259,4
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,01	1,00	0,99	1,01	1,00
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,30	1,25	1,29	1,33	1,29
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,60	1,57	1,59	1,57	1,58

1) Non disponible

État consolidé de la situation financière

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Notes	31 décembre 2014	31 mars 2014
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		263,6 \$	312,3 \$
Créances clients	4	478,0	453,9
Contrats en cours : actifs		284,5	256,4
Stocks		245,9	219,5
Acomptes		74,0	76,6
Impôt sur le résultat à recouvrer		37,4	24,8
Actifs financiers dérivés		24,9	7,3
Actifs détenus en vue de la vente	3	58,0	-
Total de l'actif courant		1 466,3 \$	1 350,8 \$
Immobilisations corporelles		1 380,3	1 341,2
Immobilisations incorporelles		821,7	870,7
Participations mises en équivalence		274,7	234,6
Actifs d'impôt différé		32,5	31,8
Actifs financiers dérivés		12,9	7,5
Autres actifs		406,9	400,1
Total de l'actif		4 395,3 \$	4 236,7 \$
Passif et capitaux propres			
Dettes fournisseurs et charges à payer		654,1 \$	685,0 \$
Provisions		18,1	28,6
Impôt sur le résultat à payer		14,4	8,3
Contrats en cours : passifs		170,1	167,4
Partie courante de la dette à long terme	5	51,5	50,6
Passifs financiers dérivés		32,7	24,6
Passifs détenus en vue de la vente	3	10,5	-
Total du passif courant		951,4 \$	964,5 \$
Provisions		6,2	6,4
Dette à long terme	5	1 183,8	1 117,9
Obligations relatives aux redevances		155,8	161,5
Obligations au titre des avantages du personnel		150,8	115,5
Profits différés et autres passifs non courants		191,0	204,2
Passifs d'impôt différé		181,7	166,1
Passifs financiers dérivés		8,7	18,4
Total du passif		2 829,4 \$	2 754,5 \$
Capitaux propres			
Capital-actions		551,5 \$	517,5 \$
Surplus d'apport		18,7	19,5
Cumul des autres éléments du résultat global		112,5	129,5
Résultats non distribués		838,2	775,1
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		1 520,9 \$	1 441,6 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		45,0	40,6
Total des capitaux propres		1 565,9 \$	1 482,2 \$
Total du passif et des capitaux propres		4 395,3 \$	4 236,7 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du résultat net

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>	Notes	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
		31 décembre		31 décembre	
		2014	2013	2014	2013
Activités poursuivies					
Produits des activités ordinaires	13	559,1 \$	503,9 \$	1 614,7 \$	1 502,2 \$
Coût des ventes		410,1	363,3	1 193,0	1 097,1
Marge brute		149,0 \$	140,6 \$	421,7 \$	405,1 \$
Frais de recherche et de développement		13,6	16,0	44,6	48,2
Frais de vente, généraux et d'administration		70,8	61,9	195,2	189,3
Autres profits – montant net	9	(10,7)	(2,2)	(14,7)	(13,1)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	10, 13	(7,6)	(11,5)	(30,8)	(21,9)
Résultat opérationnel		82,9 \$	76,4 \$	227,4 \$	202,6 \$
Produits financiers	5	(3,3)	(2,3)	(7,5)	(7,3)
Charges financières	5	21,1	21,0	60,1	61,8
Charges financières – montant net		17,8 \$	18,7 \$	52,6 \$	54,5 \$
Résultat avant impôt sur le résultat		65,1 \$	57,7 \$	174,8 \$	148,1 \$
Charge d'impôt sur le résultat	10	13,1	10,7	37,6	18,5
Résultat lié aux activités poursuivies		52,0 \$	47,0 \$	137,2 \$	129,6 \$
Activités abandonnées					
Résultat lié aux activités abandonnées	3	0,9	0,6	(0,2)	1,6
Résultat net		52,9 \$	47,6 \$	137,0 \$	131,2 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		53,0 \$	46,1 \$	137,7 \$	130,0 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		(0,1)	1,5	(0,7)	1,2
		52,9 \$	47,6 \$	137,0 \$	131,2 \$
Résultat par action des activités poursuivies et abandonnées					
attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué – activités poursuivies	7	0,20 \$	0,17 \$	0,52 \$	0,49 \$
De base et dilué – activités abandonnées	7	-	0,01	-	0,01
		0,20 \$	0,18 \$	0,52 \$	0,50 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du résultat global

(non audité) (montants en millions de dollars canadiens)	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre		31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
Résultat net	52,9 \$	47,6 \$	137,0 \$	131,2 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net				
Différences de conversion				
Différences de conversion nettes liées aux états financiers des établissements à l'étranger	28,1 \$	68,4 \$	(2,9) \$	112,1 \$
Montant net des pertes sur certaines dettes à long terme libellées en monnaies étrangères et désignées à titre de couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(16,4)	(14,7)	(22,9)	(20,1)
Reclassement au résultat	2,9	-	2,9	-
Impôt sur le résultat	(1,9)	1,7	-	1,7
Quote-part des différences de conversion liées aux participations mises en équivalence	4,2	7,7	6,9	9,5
	16,9 \$	63,1 \$	(16,0) \$	103,2 \$
Variations nettes des couvertures de flux de trésorerie				
Partie efficace des variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	(8,6) \$	(17,3) \$	(4,8) \$	(30,1) \$
Reclassement au résultat ou aux actifs non financiers connexes	8,7	8,3	4,8	14,9
Impôt sur le résultat	-	2,5	-	4,0
Quote-part après impôt des variations nettes des couvertures de flux de trésorerie et des participations mises en équivalence	0,4	0,1	0,5	(0,6)
	0,5 \$	(6,4) \$	0,5 \$	(11,8) \$
Variations nettes des instruments financiers disponibles à la vente				
Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	- \$	0,1 \$	- \$	0,2 \$
	- \$	0,1 \$	- \$	0,2 \$
Éléments ne pouvant jamais être reclassés en résultat net				
Réévaluations des régimes à prestations définies				
Réévaluations des régimes à prestations définies	(3,3) \$	14,0 \$	(29,6) \$	49,0 \$
Impôt sur le résultat	0,9	(3,7)	8,0	(13,1)
	(2,4) \$	10,3 \$	(21,6) \$	35,9 \$
Autres éléments du résultat global	15,0 \$	67,1 \$	(37,1) \$	127,5 \$
Total du résultat global	67,9 \$	114,7 \$	99,9 \$	258,7 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	67,2 \$	112,8 \$	99,1 \$	257,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,7	1,9	0,8	1,6
	67,9 \$	114,7 \$	99,9 \$	258,7 \$
Total du résultat global attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société :				
Activités poursuivies	66,5 \$	110,4 \$	100,2 \$	252,1 \$
Activités abandonnées	0,7	2,4	(1,1)	5,0
	67,2 \$	112,8 \$	99,1 \$	257,1 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés des variations en capitaux propres

*(non audité)**Période de neuf mois close le 31 décembre 2014**(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)*

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société								Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Notes	Actions ordinaires Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total			
Soldes à l'ouverture de la période		263 771 443	517,5 \$	19,5 \$	129,5 \$	775,1 \$	1 441,6 \$	40,6 \$	1 482,2 \$	
Résultat net		-	- \$	- \$	- \$	137,7 \$	137,7 \$	(0,7) \$	137,0 \$	
Autres éléments du résultat global :										
Différences de conversion		-	-	-	(17,5)	-	(17,5)	1,5	(16,0)	
Variations nettes des couvertures de flux de trésorerie		-	-	-	0,5	-	0,5	-	0,5	
Réévaluations des régimes à prestations définies		-	-	-	-	(21,6)	(21,6)	-	(21,6)	
Total du résultat global		-	- \$	- \$	(17,0) \$	116,1 \$	99,1 \$	0,8 \$	99,9 \$	
Options sur actions exercées		1 246 614	11,9	-	-	-	11,9	-	11,9	
Achat facultatif au comptant		3 590	-	-	-	-	-	-	-	
Transfert sur exercice d'options sur actions		-	3,4	(3,4)	-	-	-	-	-	
Paiements fondés sur des actions		-	-	2,6	-	-	2,6	-	2,6	
Accroissement des participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-	-	-	-	3,6	3,6	
Dividendes en actions	7	1 356 903	18,7	-	-	(18,7)	-	-	-	
Dividendes en trésorerie	7	-	-	-	-	(34,3)	(34,3)	-	(34,3)	
Soldes à la clôture de la période		266 378 550	551,5 \$	18,7 \$	112,5 \$	838,2 \$	1 520,9 \$	45,0 \$	1 565,9 \$	

*(non audité)**Période de neuf mois close le 31 décembre 2013**(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)*

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société								Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Notes	Actions ordinaires Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total			
Soldes à l'ouverture de la période		259 979 059	471,7 \$	21,9 \$	(12,0) \$	633,0 \$	1 114,6 \$	31,8 \$	1 146,4 \$	
Résultat net		-	- \$	- \$	- \$	130,0 \$	130,0 \$	1,2 \$	131,2 \$	
Autres éléments du résultat global :										
Différences de conversion		-	-	-	102,8	-	102,8	0,4	103,2	
Variations nettes des couvertures de flux de trésorerie		-	-	-	(11,8)	-	(11,8)	-	(11,8)	
Variations nettes des instruments financiers disponibles à la vente		-	-	-	0,2	-	0,2	-	0,2	
Réévaluations des régimes à prestations définies		-	-	-	-	35,9	35,9	-	35,9	
Total du résultat global		-	- \$	- \$	91,2 \$	165,9 \$	257,1 \$	1,6 \$	258,7 \$	
Options sur actions exercées		980 445	8,2	-	-	-	8,2	-	8,2	
Achat facultatif au comptant		1 058	-	-	-	-	-	-	-	
Transfert sur exercice d'options sur actions		-	2,1	(2,1)	-	-	-	-	-	
Paiements fondés sur des actions		-	-	2,9	-	-	2,9	-	2,9	
Accroissement des participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-	-	-	-	4,1	4,1	
Dividendes en actions	7	982 248	11,6	-	-	(11,6)	-	-	-	
Dividendes en trésorerie	7	-	-	-	-	(30,2)	(30,2)	-	(30,2)	
Soldes à la clôture de la période		261 942 810	493,6 \$	22,7 \$	79,2 \$	757,1 \$	1 352,6 \$	37,5 \$	1 390,1 \$	

Le solde des résultats non distribués et du cumul des autres éléments du résultat global au 31 décembre 2014 s'est élevé à 950,7 millions \$ (836,3 millions \$ en 2013).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(non audité)

Périodes de neuf mois closes les 31 décembre

(montants en millions de dollars canadiens)

	Notes	2014	2013
Activités opérationnelles			
Résultat lié aux activités poursuivies		137,2 \$	129,6 \$
Ajustements pour :			
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	13	79,5	72,4
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et d'autres actifs	13	60,0	47,6
Amortissement des frais de financement	5	0,9	1,2
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence		(30,8)	(21,9)
Impôt sur le résultat différé		19,8	18,5
Crédits d'impôt à l'investissement		(8,2)	(12,4)
Rémunération fondée sur des actions		6,3	3,5
Régimes de retraite à prestations définies		7,5	(6,9)
Dotation aux amortissements des autres passifs non courants		(26,2)	(18,6)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net		(25,1)	(5,1)
Profit sur la cession partielle de participations dans des investissements	9, 10	(4,4)	-
Autres		20,2	(10,0)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	10	(128,7)	(49,5)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		108,0 \$	148,4 \$
Activités d'investissement			
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	10	(2,0) \$	(3,3) \$
Produit de la cession partielle de participations dans des investissements, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie cédés	10	10,1	-
Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles		(103,5)	(91,5)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		1,5	6,9
Frais de développement inscrits à l'actif		(31,6)	(30,6)
Système de gestion intégré (ERP) et autres logiciels		(17,2)	(6,4)
(Paiements nets versés aux) produit net tiré des participations mises en équivalence		(3,3)	2,4
Dividendes reçus des participations mises en équivalence		7,7	14,2
Autres		6,6	(12,1)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(131,7) \$	(120,4) \$
Activités de financement			
Variation nette des liquidités soumises à restrictions		- \$	(18,1) \$
Produit tiré des prélèvements aux termes des facilités de crédit non garanties renouvelables		378,7	473,7
Remboursement sur l'encours des facilités de crédit non garanties renouvelables		(369,2)	(470,3)
Produit tiré de la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction		28,7	52,7
Remboursement sur la dette à long terme		(13,0)	(33,7)
Remboursement sur des contrats de location-financement		(17,5)	(17,0)
Dividendes versés		(34,3)	(30,2)
Émission d'actions ordinaires		11,9	8,2
Autres		-	(0,5)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		(14,7) \$	(35,2) \$
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie			
		(2,6) \$	13,3 \$
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(41,0) \$	6,1 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		312,3	260,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période, liées aux activités abandonnées		(7,7)	(11,8)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		263,6 \$	254,3 \$
Information supplémentaire :			
Dividendes reçus		7,7 \$	15,4 \$
Intérêts payés		37,9	38,0
Intérêts reçus		8,6	6,2
Impôt sur le résultat payé		18,5	14,0

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes annexes

(sauf indication contraire, tous les montants sont en millions de dollars canadiens)
(non audité)

La publication des états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 6 février 2015.

NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Nature des activités

CAE inc. et ses filiales (la Société) conçoivent, fabriquent et fournissent des dispositifs de simulation, fournissent de la formation et mettent au point des solutions de formation intégrées pour les marchés de la défense et de la sécurité, l'aviation commerciale, les exploitants d'avions d'affaires, les exploitants d'hélicoptères, les aviateurs et les fournisseurs de formation et de services en soins de santé. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi qu'un ensemble de conditions environnementales, grâce à des systèmes visuels couplés à une vaste base de données qui permettent de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'autres aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les environnements spécifiques à une mission, les mouvements et les sons, de façon à ce que le pilote soit plongé dans un milieu de formation totalement immersif. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ceux présents dans ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en trois secteurs (voir la note 2) :

- (i) Simulation et formation – Civil – Fournit une gamme complète de solutions de formation pour l'aviation civile, comprenant des dispositifs de formation fondée sur la simulation de CAE pour l'aviation civile, ainsi que des services de formation pour l'aviation commerciale, l'aviation d'affaires et sur hélicoptère à l'équipage de conduite, au personnel de cabine, de maintenance et au sol, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage;
- (ii) Défense et sécurité – Fournit des centres complets de formation, des services d'entraînement et des produits de simulation en tant qu'intégrateur de systèmes de formation aux forces de défense et de sécurité pour les segments de marché aériens, terrestres et navals, et aux segments de marché de la sécurité publique;
- (iii) Santé – Conçoit, fabrique et vend des simulateurs, des solutions audiovisuelles et des didacticiels pour la formation des étudiants en soins de santé et en soins paramédicaux ainsi que des cliniciens œuvrant dans des établissements d'enseignement, des hôpitaux et des organisations de défense partout dans le monde.

L'entreprise du secteur minier de la Société, qui fournit des services et des outils pour le secteur minier, a été classée comme détenue en vue de la vente (voir la note 3).

CAE est une société par actions à responsabilité limitée constituée et établie au Canada. L'adresse de son siège social est le 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions de CAE se négocient à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York.

Caractère saisonnier et cyclique des activités

Les secteurs d'activité de CAE subissent, à des degrés divers, les effets du caractère cyclique ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

Le secteur Simulation et formation – Civil vend ses produits directement aux compagnies aériennes, donc dans la mesure où le secteur de l'aviation commerciale subit des phases d'expansion et de repli, les résultats de la Société seront aussi affectés. Les activités du secteur subissent également le caractère saisonnier de l'industrie : en période de forte activité du transport aérien (comme les vacances), les pilotes de ligne et les pilotes d'avions d'affaires sont généralement trop occupés à voler pour pouvoir suivre des séances de formation. Inversement, les périodes de l'année où les gens voyagent moins sont principalement celles où les pilotes font leur formation. Historiquement, les services de formation de CAE sont moins sollicités au cours du deuxième trimestre.

Les prises de commandes du secteur Défense et sécurité peuvent être influencées par la nature unique des contrats militaires et le caractère irrégulier de leur octroi.

Base d'établissement

Sauf pour les modifications de méthodes comptables décrites à la note 2, les principales méthodes comptables appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles qui sont décrites à la note 1 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2014. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à toutes les périodes présentées. Les présents états financiers consolidés intermédiaires condensés doivent être lus parallèlement aux plus récents états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2014.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon les normes figurant à la Partie I du Manuel de CPA Canada (normes IFRS), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), et plus précisément IAS 34, *Information financière intermédiaire*, laquelle régit l'établissement d'états financiers intermédiaires.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon la méthode du coût historique, à l'exception des éléments suivants, qui sont évalués à la juste valeur : contrepartie éventuelle, instruments financiers dérivés, instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, actifs financiers disponibles à la vente et passifs au titre des accords de paiement fondé sur des actions réglés en trésorerie.

La monnaie fonctionnelle et de présentation de CAE inc. est le dollar canadien.

Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation d'états financiers consolidés intermédiaires exige que la direction pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires, les principaux jugements posés par la direction aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude liée aux estimations ont été les mêmes que pour les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2014, à l'exception des modifications d'estimations nécessaires pour calculer la charge d'impôt sur le résultat. Les impôts sur le résultat des périodes intermédiaires sont comptabilisés par juridiction à l'aide du taux d'imposition effectif qui s'appliquerait au résultat annuel total prévu de la juridiction.

NOTE 2 – MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Modifications de méthodes comptables

Secteurs opérationnels

Le 1^{er} avril 2014, la Société a modifié ses secteurs opérationnels. Les anciens secteurs Formation et services associés – Civil et Produits de simulation – Civil ont été regroupés de manière à former le secteur Simulation et formation – Civil et les anciens secteurs Formation et services associés – Militaire et Produits de simulation – Militaire ont été regroupés et forment désormais le secteur Défense et sécurité. Cette décision découle des changements apportés à la structure organisationnelle en vue de faire correspondre les secteurs opérationnels de la Société à son approche commerciale articulée sur des solutions intégrées. De plus, l'ancien secteur Nouveaux marchés principaux a été renommé Santé, à la suite de la décision de la Société de vendre son entreprise du secteur minier (voir la note 3). Cette information reflète la façon dont la direction mesure la rentabilité et la performance, et dont elle attribue les ressources. La Société estime donc que l'information présentée est plus pertinente puisqu'elle correspond mieux à la façon dont les opérations sont gérées à l'interne. La modification a été effectuée de façon rétrospective conformément à IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*. Cette modification n'a eu aucune incidence sur les résultats dans les états financiers consolidés. L'information relative aux secteurs opérationnels a été retraitée afin d'être conforme aux nouveaux secteurs opérationnels (voir la note 13).

Nouvelles normes et modifications adoptées par la Société

Les modifications aux IFRS qui s'appliquent à l'exercice 2015 n'ont aucune incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Nouvelles normes et modifications non encore adoptées par la Société

Avantages du personnel

En novembre 2013, l'IASB a modifié IAS 19, *Avantages du personnel*. La modification clarifie la comptabilisation des cotisations qui sont versées par des membres du personnel ou des tiers aux régimes à prestations définies. La modification s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2014, et son application anticipée est autorisée. La Société évalue actuellement l'incidence de la modification sur ses états financiers consolidés.

Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, en remplacement d'IAS 11, *Contrats de construction*, et d'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que les interprétations sur la constatation des produits des activités ordinaires connexes : IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*, IFRIC 15, *Contrats de construction de biens immobiliers*, IFRIC 18, *Transferts d'actifs provenant de clients*, et SIC 31, *Produits des activités ordinaires – Opérations de troc impliquant des services de publicité*. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017; son adoption anticipée est toutefois autorisée. La Société évalue présentement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

Instruments financiers

L'IASB a publié antérieurement des versions d'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui ont introduit de nouvelles exigences de classement et d'évaluation en 2009 et 2010, ainsi qu'un nouveau modèle de comptabilité de couverture en 2013. En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplace les versions antérieures publiées d'IFRS 9 et complète le projet de l'IASB de remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018; l'application anticipée étant toutefois autorisée. La Société évalue présentement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

NOTE 3 – ACTIFS NETS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

La Société a décidé de vendre son entreprise du secteur minier à la suite d'une décision de concentrer ses ressources et ses investissements en capital dans des occasions de croissance ciblées dans ses trois autres secteurs principaux : Simulation et formation – Civil, Défense et sécurité et Santé. Les actifs et passifs concernés, auparavant présentés dans l'ancien secteur Nouveaux marchés principaux, ont été classés comme détenus en vue de la vente.

Au 31 décembre 2014, les actifs et les passifs classés comme détenus en vue de la vente se présentent comme suit :

(non audité)

(montants en millions)

Actifs courants ¹⁾	14,3	\$
Immobilisations incorporelles	41,4	
Autres actifs non courants	2,3	
Actifs détenus en vue de la vente	58,0	\$
Passifs courants	9,3	\$
Autres passifs non courants	1,2	
Passifs détenus en vue de la vente	10,5	\$
Actifs nets détenus en vue de la vente	47,5	\$

¹⁾Comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie

L'analyse du résultat des activités abandonnées se présente comme suit :

(non audité) (montants en millions)	Trimestres clos les		Périodes de neuf	
	31 décembre		mois closes les	
	2014	2013	2014	2013
Produits des activités ordinaires	9,0	9,7	26,3	29,3
Charges	7,5	8,5	24,2	26,2
Résultat avant impôts sur le résultat et évaluation à la juste valeur	1,5	1,2	2,1	3,1
Charge d'impôt sur le résultat	0,6	0,6	1,4	1,5
Résultat avant évaluation à la juste valeur	0,9	0,6	0,7	1,6
Perte sur évaluation à la juste valeur des actifs détenus en vue de la vente	-	-	1,0	-
Produit d'impôt sur le résultat	-	-	(0,1)	-
Résultat lié aux activités abandonnées	0,9	0,6	(0,2)	1,6

(non audité)

Périodes de neuf mois closes les 31 décembre

(montants en millions)

Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	(0,9)	\$	3,3	\$
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(2,1)		(3,7)	

NOTE 4 – CRÉANCES CLIENTS

Les créances clients sont portées à l'état consolidé de la situation financière, déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la Société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. Divers indices peuvent signaler une incertitude quant à la probabilité de perception des sommes dues, notamment la détérioration de la solvabilité d'un client ou un retard de paiement au-delà des modalités de règlement convenues par contrat. La direction revoit régulièrement les créances clients, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Les créances clients se présentent comme suit :

<i>(non audité)</i>	31 décembre	31 mars
<i>(montants en millions)</i>	2014	2014
Créances clients courantes	147,8 \$	178,4 \$
Créances clients en souffrance		
1-30 jours	39,5	43,3
31-60 jours	28,4	17,2
61-90 jours	10,2	14,0
Plus de 90 jours	55,3	55,5
Provision pour créances douteuses	(14,2)	(13,8)
Total créances clients	267,0 \$	294,6 \$
Créances clients non facturées	104,6	84,4
Montants à recevoir de parties liées (note 14)	59,5	30,1
Autres créances clients	46,9	44,8
Total des créances clients	478,0 \$	453,9 \$

Le tableau suivant présente les variations de la provision pour créances douteuses :

<i>(non audité)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf	
	31 décembre		mois closes les	
<i>(montants en millions)</i>	2014	2013	2014	2013
Provision pour créances douteuses à l'ouverture de la période	(13,2) \$	(11,4) \$	(13,8) \$	(9,8) \$
Ajouts (note 13)	(1,8)	(1,5)	(4,0)	(3,4)
Radiations	0,5	0,3	0,9	0,4
Montants inutilisés ayant fait l'objet de reprises (note 13)	0,3	0,3	1,8	0,9
Écarts de change	-	(0,4)	0,6	(0,8)
Transferts aux actifs détenus en vue de la vente	-	-	0,3	-
Provision pour créances douteuses à la clôture de la période	(14,2) \$	(12,7) \$	(14,2) \$	(12,7) \$

NOTE 5 – FACILITÉS D'EMPRUNT ET CHARGES FINANCIÈRES – MONTANT NET

Dette à long terme

En juillet 2014, la Société a conclu un contrat de location-financement visant la location d'un immeuble pour CAE Brunei Multi Purpose Training Centre. L'obligation relative à ce contrat de location-financement s'établit à 18,5 millions \$ au 31 décembre 2014.

Charges financières – montant net

<i>(non audité)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf	
	31 décembre		mois closes les	
<i>(montants en millions)</i>	2014	2013	2014	2013
Charges financières :				
Dette à long terme (sauf les contrats de location-financement)	13,9 \$	13,1 \$	41,3 \$	39,4 \$
Contrats de location-financement	2,6	2,6	7,5	7,3
Obligations relatives aux redevances	3,0	2,6	6,2	7,7
Obligations au titre des avantages du personnel	1,2	1,3	3,7	3,9
Amortissement des frais de financement	0,2	0,4	0,9	1,2
Provisions et autres passifs non courants	0,3	0,5	1,0	1,2
Autres	1,0	1,6	2,8	3,7
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif ¹⁾	(1,1)	(1,1)	(3,3)	(2,6)
Charges financières	21,1 \$	21,0 \$	60,1 \$	61,8 \$
Produits financiers :				
Produit d'intérêts sur les prêts et créances	(0,6) \$	(0,4) \$	(1,5) \$	(1,1) \$
Autres	(2,7)	(1,9)	(6,0)	(6,2)
Produits financiers	(3,3) \$	(2,3) \$	(7,5) \$	(7,3) \$
Charges financières – montant net	17,8 \$	18,7 \$	52,6 \$	54,5 \$

¹⁾Le taux de capitalisation utilisé pour déterminer le montant des coûts d'emprunt incorporables dans le coût de l'actif était de 3,75 % pour le trimestre clos le 31 décembre 2014 (4,00 % en 2013), de 3,75 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2014 (3,50 % en 2013) et de 3,75 % pour le trimestre clos le 30 juin 2014 (3,75 % en 2013).

NOTE 6 – AIDE GOUVERNEMENTALE

La valeur des contributions comptabilisées et les montants non encore perçus pour les projets Falcon, Nouveaux marchés principaux et Innover sont présentés dans le tableau suivant :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
Montant à recevoir à l'ouverture de la période	7,9 \$	4,1 \$	5,0 \$	5,8 \$
Contributions	6,9	4,5	22,4	14,2
Paiements reçus	(7,8)	(4,4)	(20,4)	(15,8)
Montant à recevoir à la clôture de la période	7,0 \$	4,2 \$	7,0 \$	4,2 \$

Le tableau suivant présente le montant global des contributions à l'égard de tous les programmes :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
Contributions créditées aux dépenses inscrites à l'actif :				
Projet Falcon	- \$	0,7 \$	- \$	2,4 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	0,1	1,1	0,8	2,8
Projet Innover	1,9	-	7,4	-
Contributions créditées aux résultats :				
Projet Falcon	-	2,3	-	7,8
Projet Nouveaux marchés principaux	0,5	0,4	1,3	1,2
Projet Innover	4,4	-	12,9	-
Total des contributions :				
Projet Falcon	- \$	3,0 \$	- \$	10,2 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	0,6	1,5	2,1	4,0
Projet Innover	6,3	-	20,3	-

Ces contributions gouvernementales ne sont assorties d'aucune condition non remplie ni éventualité.

NOTE 7 – RÉSULTAT PAR ACTION ET DIVIDENDES

Le tableau qui suit présente les dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action :

<i>(non audité)</i>	Trimestres clos les 31 décembre		Période de neuf mois closes les 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	265 491 855	261 460 726	264 714 997	260 873 095
Effet dilutif des options sur actions	875 947	839 449	808 239	517 172
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat dilué par action	266 367 802	262 300 175	265 523 236	261 390 267

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2014, des options sur 1 359 000 actions ordinaires (1 101 490 en 2013) ont été exclues du calcul ci-dessus, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2014, des options sur 1 395 100 actions ordinaires (1 105 890 en 2013) ont été exclues du calcul ci-dessus, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

Les dividendes déclarés pour le troisième trimestre de l'exercice 2015 se sont élevés à 18,6 millions \$, soit 0,07 \$ par action (15,7 millions \$ en 2014, soit 0,06 \$ par action). Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015, les dividendes déclarés se sont élevés à 53,0 millions \$, soit 0,20 \$ par action (41,8 millions \$ en 2014, soit 0,16 \$ par action).

NOTE 8 – RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL

Le tableau qui suit présente le montant total de la charge de rémunération du personnel comptabilisée en résultat net :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf	
	31 décembre		mois closes les	
	2014	2013	2014	2013
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	177,1 \$	172,5 \$	517,8 \$	495,4 \$
Paiements fondés sur des actions, déduction faite du swap sur actions	6,7	5,4	14,8	14,3
Avantages postérieurs à l'emploi – régimes à prestations définies ¹⁾	6,4	6,2	19,3	20,6
Avantages postérieurs à l'emploi – régimes à cotisations définies	2,1	2,2	6,1	5,4
Indemnités de cessation d'emploi	1,8	1,7	6,2	8,0
Total de la charge de rémunération du personnel	194,1 \$	188,0 \$	564,2 \$	543,7 \$

¹⁾ Comprennent les intérêts nets sur les obligations au titre des avantages du personnel (note 5).

NOTE 9 – AUTRES PROFITS – MONTANT NET

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf	
	31 décembre		mois closes les	
	2014	2013	2014	2013
Cession d'immobilisations corporelles	0,3 \$	(0,2) \$	0,6 \$	3,3 \$
Montant net des gains (pertes) de change	1,2	(0,7)	(1,8)	(0,7)
Règlement d'une réclamation en droit	4,6	-	4,6	-
Cession partielle de participations dans des investissements (note 10)	4,4	-	4,4	-
Reprise d'obligations relatives aux redevances	-	-	4,0	2,2
Autres	0,2	3,1	2,9	8,3
Autres profits – montant net	10,7 \$	2,2 \$	14,7 \$	13,1 \$

NOTE 10 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE ET LE RÉSULTAT

a) La variation du fonds de roulement hors trésorerie se présente comme suit :

<i>(non audité)</i> <i>Périodes de neuf mois closes les 31 décembre</i> <i>(montants en millions)</i>	2014	2013
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :		
Créances clients	(38,5) \$	20,7 \$
Contrats en cours : actifs	(29,7)	35,8
Stocks	(28,2)	(45,0)
Acomptes	4,2	2,4
Impôt sur le résultat à recouvrer	(13,4)	(3,5)
Dettes fournisseurs et charges à payer	(25,0)	(71,4)
Provisions	(9,7)	(20,2)
Impôt sur le résultat à payer	6,7	1,0
Contrats en cours : passifs	4,9	30,7
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(128,7) \$	(49,5) \$

b) Regroupements d'entreprises :

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2015, la Société a versé un montant de 2,0 millions \$ dans le cadre de regroupements d'entreprises qui ont eu lieu antérieurement. Ce montant est composé d'une tranche de 0,7 million \$ pour le paiement d'une contrepartie éventuelle ainsi que d'un montant de 1,3 million \$ pour un solde à payer.

c) Cession partielle de participations dans des investissements :

Durant le trimestre, la Société a disposé de 50 % de sa participation dans sa filiale CAE Melbourne Flight Training Pty Ltd et de 50 % de sa participation dans sa coentreprise Philippine Academy for Aviation Training Inc. Le produit net tiré de la cession partielle de participations dans des investissements s'établit à 10,1 millions \$, pour un profit de 4,4 millions \$. Au 31 décembre 2014, ces entités sont comptabilisées comme des coentreprises.

d) Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence :

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2015, une des coentreprises de la Société a comptabilisé un actif d'impôt différé à la suite de l'approbation par le Malaysian Investment Development Authority d'une déduction fiscale pour investissement. La quote-part de la Société de l'impôt sur le résultat différé s'est établie à 9,4 millions \$ et est prise en compte dans la quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence.

e) Produit d'impôt sur le résultat :

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, un produit d'impôt de 11,0 millions \$ a été enregistré au résultat à la suite d'une décision favorable de la Cour d'appel fédérale du Canada, rendue le 17 avril 2013, quant au traitement fiscal de l'amortissement et de la vente de simulateurs au Canada.

NOTE 11 – ÉVENTUALITÉS

La Société est régulièrement assujettie à des vérifications de divers organismes gouvernementaux et organismes de réglementation. Par conséquent, il peut arriver que les autorités ne soient pas en accord avec les positions et conclusions adoptées par la Société dans ses déclarations déposées.

Au cours du deuxième trimestre, la Société a reçu un avis de cotisation de l'Agence du revenu du Canada contestant le traitement des sommes reçues dans le cadre du programme ISAD. Aucun montant n'a été comptabilisé dans les états financiers de la Société, puisque la Société a l'intention de défendre avec vigueur sa position et croit qu'elle dispose de motifs solides pour ce faire. Bien que l'issue ne puisse être prédite avec certitude, la Société ne croit pas que le règlement de cet avis pourrait avoir des répercussions négatives importantes sur sa situation financière.

NOTE 12 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des instruments financiers est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché, et ils sont utilisés en l'absence de données externes. Le risque de crédit lié à l'autre partie et le risque de crédit propre à la Société sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers, y compris les dérivés.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

- i) La juste valeur des créances clients, des contrats en cours ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- ii) La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés dont les caractéristiques et les risques économiques ne sont pas clairement et étroitement liés à ceux du contrat hôte, est déterminée selon des techniques d'évaluation et est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. Les instruments dérivés représentent les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à la date de clôture;
- iii) La juste valeur du placement disponible à la vente dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché;
- iv) La juste valeur des créances clients non courantes est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés et calculés au moyen des taux d'intérêt en vigueur pour des instruments assortis de modalités et de durées résiduelles similaires;
- v) La juste valeur de la dette à long terme et des passifs non courants, y compris les obligations découlant de contrats de location-financement et les obligations relatives aux redevances, est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés et calculés au moyen des taux d'intérêt en vigueur pour des instruments assortis de modalités et de durées résiduelles similaires.

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, s'établissent comme suit au 31 décembre 2014 :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>				Valeur comptable		Juste valeur
	JVBRN ¹⁾	Disponibles à la vente	Prêts et créances	DDRC ²⁾	Total	
Actifs financiers						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	263,6 \$	- \$	- \$	- \$	263,6 \$	263,6 \$
Créances clients	-	-	458,0 ³⁾	-	458,0	458,3
Contrats en cours : actifs	-	-	284,5	-	284,5	284,5
Actifs financiers dérivés	17,3	-	-	20,5	37,8	37,8
Autres actifs	22,5 ⁴⁾	1,5 ⁵⁾	146,3 ⁶⁾	-	170,3	182,4
	303,4 \$	1,5 \$	888,8 \$	20,5 \$	1 214,2 \$	1 226,6 \$

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>				Valeur comptable		Juste valeur
	JVBRN ¹⁾	Autres passifs financiers		DDRC ²⁾	Total	
Passifs financiers						
Dettes fournisseurs et charges à payer	- \$	480,5 \$ ⁷⁾		- \$	480,5 \$	480,5 \$
Provisions	1,8	16,3		-	18,1	18,1
Total de la dette à long terme	-	1 239,5 ⁸⁾		-	1 239,5	1 352,2
Autres passifs non courants	-	198,1 ⁹⁾		-	198,1	212,6
Passifs financiers dérivés	9,8	-		31,6	41,4	41,4
	11,6 \$	1 934,4 \$		31,6 \$	1 977,6 \$	2 104,8 \$

¹⁾ JVBRN : juste valeur par le biais du résultat net.

²⁾ DDRC : dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture.

³⁾ Comprend les créances clients, les créances clients non facturées et d'autres montants à recevoir.

⁴⁾ Représente les liquidités soumises à restrictions.

⁵⁾ Représente le placement de portefeuille de la Société.

⁶⁾ Comprend les créances clients et les avances non courantes.

⁷⁾ Comprend les dettes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer, certains passifs liés à la paie et les obligations courantes relatives aux redevances.

⁸⁾ Abstraction faite des coûts de transaction.

⁹⁾ Comprend les obligations non courantes relatives aux redevances et les autres passifs non courants.

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, s'établissent comme suit au 31 mars 2014 :

<i>(montants en millions)</i>	JVBRN ¹⁾	Disponibles à la vente	Prêts et créances	Valeur comptable		Juste valeur
				DDRC ²⁾	Total	
Actifs financiers						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	312,3 \$	- \$	- \$	- \$	312,3 \$	312,3 \$
Créances clients	-	-	431,4 ³⁾	-	431,4	431,7
Contrats en cours : actifs	-	-	256,4	-	256,4	256,4
Actifs financiers dérivés	6,0	-	-	8,8	14,8	14,8
Autres actifs	24,1 ⁴⁾	1,5 ⁵⁾	133,5 ⁶⁾	-	159,1	152,8
	342,4 \$	1,5 \$	821,3 \$	8,8 \$	1 174,0 \$	1 168,0 \$

<i>(montants en millions)</i>	JVBRN ¹⁾	Autres passifs financiers	DDRC ²⁾	Valeur comptable		Juste valeur
				Total		
Passifs financiers						
Dettes fournisseurs et charges à payer	1,3 \$	529,1 \$ ⁷⁾	- \$	530,4 \$	532,3 \$	
Provisions	2,9	25,3	-	28,2	28,2	
Total de la dette à long terme	-	1 173,2 ⁸⁾	-	1 173,2	1 251,9	
Autres passifs non courants	-	197,5 ⁹⁾	-	197,5	223,4	
Passifs financiers dérivés	9,7	-	33,3	43,0	43,0	
	13,9 \$	1 925,1 \$	33,3 \$	1 972,3 \$	2 078,8 \$	

¹⁾ JVBRN : juste valeur par le biais du résultat net.

²⁾ DDRC : dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture.

³⁾ Comprend les créances clients, les créances clients non facturées et d'autres montants à recevoir.

⁴⁾ Représente les liquidités soumises à restrictions.

⁵⁾ Représente le placement de portefeuille de la Société.

⁶⁾ Comprend les créances clients et les avances non courantes.

⁷⁾ Comprend les dettes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer, certains passifs liés à la paie et les obligations courantes relatives aux redevances.

⁸⁾ Abstraction faite des coûts de transaction.

⁹⁾ Comprend les obligations non courantes relatives aux redevances et les autres passifs non courants.

La Société n'a pas choisi de désigner volontairement ses instruments financiers comme étant détenus à la JVBRN. En outre, aucune modification n'a été apportée au classement des instruments financiers depuis leur mise en place.

Hiérarchie de la juste valeur

La hiérarchie de la juste valeur reflète l'importance des données utilisées aux fins des évaluations et comporte les niveaux suivants :

Niveau 1 : Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : Données d'entrée autres que les prix cotés inclus au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (comme les prix) ou indirectement (comme les informations tirées des prix);

Niveau 3 : Données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données d'entrée non observables).

Chaque type de juste valeur est classé en fonction du niveau le moins élevé des données d'entrée qui sont importantes pour l'évaluation à la juste valeur prise dans son ensemble.

Le tableau qui suit présente les instruments financiers constatés à la juste valeur à l'état de la situation financière, par catégorie :

(non audité) (montants en millions)	31 décembre			31 mars		
	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers						
Détenus à la juste valeur par le biais du résultat net						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	263,6 \$	- \$	263,6 \$	312,3 \$	- \$	312,3 \$
Liquidités soumises à restrictions	22,5	-	22,5	24,1	-	24,1
Contrats de change à terme	13,0	-	13,0	2,0	-	2,0
Dérivés incorporés sur devises	1,3	-	1,3	1,4	-	1,4
Swaps d'actions	3,0	-	3,0	2,6	-	2,6
Disponibles à la vente	-	1,5	1,5	-	1,5	1,5
Dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture						
Contrats de change à terme	9,6	-	9,6	2,1	-	2,1
Swaps de devises	10,9	-	10,9	6,7	-	6,7
	323,9 \$	1,5 \$	325,4 \$	351,2 \$	1,5 \$	352,7 \$
Passifs financiers						
Détenus à la juste valeur par le biais du résultat net						
Dettes fournisseurs et charges à payer	- \$	- \$	- \$	- \$	1,3 \$	1,3 \$
Contrepartie éventuelle découlant des regroupements d'entreprises	-	1,8	1,8	-	2,9	2,9
Contrats de change à terme	9,8	-	9,8	9,4	-	9,4
Dérivés incorporés sur devises	-	-	-	0,3	-	0,3
Dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture						
Contrats de change à terme	28,9	-	28,9	29,6	-	29,6
Swaps de taux d'intérêt	2,7	-	2,7	3,7	-	3,7
	41,4 \$	1,8 \$	43,2 \$	43,0 \$	4,2 \$	47,2 \$

NOTE 13 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

La Société a choisi d'organiser ses secteurs opérationnels en fonction principalement des marchés de ses clients. À compter du 1er avril 2014, la Société a modifié ses secteurs opérationnels (voir les notes 1 et 2). La Société gère ses activités au moyen de trois secteurs. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef des opérations qui prend les décisions.

Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel (ci-après dénommé « résultat opérationnel sectoriel »). Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

<i>(non audité)</i> Trimestres clos les 31 décembre <i>(montants en millions)</i>	Simulation et formation – Civil		Défense et sécurité		Santé		Total	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Produits des activités								
ordinaires externes	322,1 \$	282,1 \$	215,7 \$	201,8 \$	21,3 \$	20,0 \$	559,1 \$	503,9 \$
Dotation aux amortissements								
Immobilisations corporelles	23,9	20,1	3,1	2,6	0,7	0,6	27,7	23,3
Immobilisations incorporelles et autres actifs	7,1	6,5	11,1	8,8	2,6	2,3	20,8	17,6
Dépréciation (reprise de dépréciation) des actifs non financiers	(0,3)	-	(0,2)	-	-	-	(0,5)	-
Baisses de valeur (reprise des baisses de valeur) des stocks – montant net	0,3	-	0,2	-	-	-	0,5	-
Baisses de valeur (reprise des baisses de valeur) des créances clients – montant net (note 4)	0,7	0,4	0,9	0,7	(0,1)	0,1	1,5	1,2
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	4,9	7,3	2,7	4,2	-	-	7,6	11,5
Résultat opérationnel sectoriel	53,8	45,2	28,6	31,0	0,5	0,2	82,9	76,4

<i>(non audité)</i> Périodes de neuf mois closes les 31 décembre <i>(montants en millions)</i>	Simulation et formation – Civil		Défense et sécurité		Santé		Total	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Produits des activités								
ordinaires externes	927,0 \$	853,2 \$	622,7 \$	591,7 \$	65,0 \$	57,3 \$	1 614,7 \$	1 502,2 \$
Dotation aux amortissements								
Immobilisations corporelles	68,8	63,0	8,7	7,7	2,0	1,7	79,5	72,4
Immobilisations incorporelles et autres actifs	20,5	18,2	31,8	22,5	7,7	6,9	60,0	47,6
Dépréciation (reprise de dépréciation) des actifs non financiers	(0,3)	0,6	(0,2)	-	-	-	(0,5)	0,6
Baisses de valeur (reprise des baisses de valeur) des stocks – montant net	0,3	(0,1)	0,2	-	0,2	-	0,7	(0,1)
Baisses de valeur (reprise des baisses de valeur) des créances clients – montant net (note 4)	0,9	0,5	1,1	2,1	0,2	(0,1)	2,2	2,5
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	23,9	12,8	6,9	9,1	-	-	30,8	21,9
Résultat opérationnel sectoriel	148,7	121,8	76,1	79,8	2,6	1,0	227,4	202,6

Les dépenses d'investissement en immobilisations qui prennent la forme d'ajouts aux actifs non courants (autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé), par secteur, se présentent comme suit :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf	
	31 décembre		mois closes les	
	2014	2013	2014	2013
Simulation et formation – Civil	36,6 \$	40,4 \$	113,7 \$	99,7 \$
Défense et sécurité	5,4	8,3	33,0	28,3
Santé	1,2	3,8	6,0	8,4
Total des dépenses d'investissement en immobilisations	43,2 \$	52,5 \$	152,7 \$	136,4 \$

Actifs et passifs utilisés par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après les actifs et les passifs qu'il utilise. Les actifs utilisés comprennent les créances clients, les contrats en cours, les stocks, les acomptes, les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, les participations mises en équivalence, les actifs financiers dérivés et les autres actifs. Les passifs utilisés comprennent les dettes fournisseurs et les charges à payer, les provisions, les contrats en cours, les profits différés et autres passifs non courants ainsi que les passifs financiers dérivés.

Le tableau suivant présente le rapprochement des actifs et des passifs utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	31 décembre 2014	31 mars 2014
Actifs utilisés		
Simulation et formation – Civil	2 479,6 \$	2 364,3 \$
Défense et sécurité	1 029,6	988,2
Santé ¹⁾	230,3	272,4
Actifs détenus en vue de la vente (note 3)	58,0	-
Actifs non inclus dans les actifs utilisés	597,8	611,8
Actifs totaux	4 395,3 \$	4 236,7 \$
Passifs utilisés		
Simulation et formation – Civil	591,9 \$	588,0 \$
Défense et sécurité	367,8	420,9
Santé ¹⁾	38,9	50,0
Passifs détenus en vue de la vente (note 3)	10,5	-
Passifs non inclus dans les actifs utilisés	1 820,3	1 695,6
Passifs totaux	2 829,4 \$	2 754,5 \$

¹⁾ La période précédente comprend des montants reliés au secteur minier de la Société (voir les notes 1 et 2). Les montants ont été classés et présentés comme détenus en vue de la vente pour la période courante (voir la note 3).

Informations sur les produits et les services

Les produits des activités ordinaires tirés de clients externes de la Société pour ses produits et services se présentent comme suit :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf	
	31 décembre		mois closes les	
	2014	2013	2014	2013
Produit des activités ordinaires				
Produits de simulation	265,2 \$	250,6 \$	767,2 \$	761,6 \$
Formation et services	293,9	253,3	847,5	740,6
	559,1 \$	503,9 \$	1 614,7 \$	1 502,2 \$

Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services partout dans le monde. Les ventes sont réparties entre les pays en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants, à l'exception des instruments financiers et des actifs d'impôt différé, sont répartis entre les pays en fonction de l'emplacement des actifs.

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
Produits des activités ordinaires tirés de clients externes				
Canada	41,0 \$	35,5 \$	115,3 \$	121,4 \$
États-Unis	189,9	151,5	533,5	481,7
Royaume-Uni	59,8	68,1	178,2	188,9
Allemagne	23,6	18,6	59,8	47,8
Autres pays d'Europe	98,9	81,1	287,6	253,9
Émirats arabes unis	17,4	20,3	69,7	46,2
Chine	31,3	30,5	87,3	116,0
Autres pays d'Asie	62,2	55,4	156,2	134,3
Australie	15,2	15,9	55,8	51,0
Autres pays	19,8	27,0	71,3	61,0
	559,1 \$	503,9 \$	1 614,7 \$	1 502,2 \$

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	31 décembre	31 mars
	2014	2014
Actifs non courants autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé		
Canada	829,6 \$	775,9 \$
États-Unis	769,3	715,9
Brésil	85,6	82,9
Royaume-Uni	288,7	335,6
Luxembourg	164,4	168,6
Pays-Bas	119,9	128,0
Autres pays d'Europe	272,4	300,7
Pays d'Asie	96,6	74,3
Autres pays	86,8	105,6
	2 713,3 \$	2 687,5 \$

NOTE 14 – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Le tableau suivant présente les soldes en cours de la Société auprès de ses coentreprises :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	31 décembre	31 mars
	2014	2014
Créances clients (note 4)	59,5 \$	30,1 \$
Contrats en cours : actifs	28,1	13,5
Autres actifs	31,8	30,6
Dettes fournisseurs et charges à payer	10,1	16,3
Contrats en cours : passifs	5,5	6,3

Les autres actifs comprennent une créance sur un contrat de location-financement de 16,1 millions \$ (16,9 millions \$ au 31 mars 2014) échéant en octobre 2022 et portant intérêt au taux annuel de 5,14 %, des prêts et créances de 8,2 millions \$ (8,4 millions \$ au 31 mars 2014) échéant en septembre 2016 et en décembre 2017 et portant respectivement intérêt au TIOL à six mois majoré de 1 % et de 11 % par année, ainsi que des créances non courantes de 7,5 millions \$ (5,3 millions \$ au 31 mars 2014), sans modalité de remboursement. Aucune provision n'a été constituée à l'égard des montants à recevoir de parties liées au 31 décembre 2014 et au 31 mars 2014.

Le tableau suivant présente les transactions de la Société avec ses coentreprises :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf	
	31 décembre		mois clos les	
	2014	2013	2014	2013
Produits des activités ordinaires	25,8 \$	22,0 \$	95,5 \$	75,3 \$
Achats	3,7	3,6	6,5	11,6
Autres produits	1,4	0,7	2,5	2,3

De plus, au cours du troisième trimestre de l'exercice 2015, des transactions s'élevant à 0,6 million \$ (0,7 million \$ en 2014) ont été faites aux prix normaux du marché avec une entreprise dont un membre du conseil d'administration de la Société est un associé ou un dirigeant. Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2015, ces transactions s'élèvent à 1,8 million \$ (2,1 millions \$ en 2014).

Rémunération du personnel de direction clé

Le personnel de direction clé se compose des personnes ayant l'autorité et la responsabilité des principales décisions opérationnelles, financières et stratégiques de la Société, y compris certains cadres dirigeants. La rémunération du personnel de direction clé au titre des services de salariés est présentée ci-dessous :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf	
	31 décembre		mois closes les	
	2014	2013	2014	2013
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	1,1 \$	0,9 \$	3,1 \$	2,5 \$
Avantages postérieurs à l'emploi ¹⁾	0,4	0,3	1,1	1,3
Indemnités de cessation d'emploi	-	-	-	2,4
Paiements fondés sur des actions	2,7	2,1	4,3	4,5
	4,2 \$	3,3 \$	8,5 \$	10,7 \$

¹⁾Comprennent les intérêts nets sur les obligations au titre des avantages du personnel (note 5).

NOTE 15 – ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

En janvier, la Société a signé un accord portant sur l'acquisition de la division Formation à l'aviation militaire de Bombardier pour une valeur d'environ 19,8 millions \$. Cette transaction, qui est assujettie aux conditions de clôture habituelles et à l'approbation des autorités de réglementation, devrait se conclure au cours de l'année civile 2015.